



## **MAÎTRE D'OUVRAGE**

**Communauté d'Agglomération  
Coulommiers Pays de Brie**

**Service Eau, Assainissement, Gestion des Eaux  
Pluviales Urbaines et GEMAPI**

Hôtel de Ville,  
13 rue du Général de Gaulle  
77120 COULOMMIERS

# **MODIFICATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES DE LA COMMUNE DE BOISSY-LE-CHATEL**

## **DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE**

Articles L.2224-10 et R.2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales  
Articles R.123-6 à R.123-23 du Code de l'Environnement



**TEST Ingénierie**

Agence « Île-de-France »

14, rue Gambetta  
77400 THORIGNY-SUR-MARNE

Tél. : 01.60.07.07.07

E-mail : [77@testingenierie.fr](mailto:77@testingenierie.fr)



## SOMMAIRE

<b>RESUME NON TECHNIQUE.....</b>	<b>5</b>
<b>JUSTIFICATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>11</b>
<b>1. Introduction.....</b>	<b>12</b>
1.1 L'assainissement collectif.....	12
1.2 L'assainissement non collectif .....	13
1.3 L'assainissement pluvial.....	13
<b>2. Objet de l'enquête .....</b>	<b>14</b>
<b>3. Cadre réglementaire.....</b>	<b>16</b>
3.1 Zone d'assainissement COLLECTIF des Eaux Usées.....	18
3.1.1 Rappel sur les conditions de raccordement au réseau public d'assainissement .....	18
3.1.2 Règles d'organisation du service d'assainissement collectif.....	18
3.2 Zone d'assainissement NON COLLECTIF des Eaux Usées.....	18
3.2.1 Rappels réglementaires.....	18
3.2.2 Les responsabilités et les obligations de chacun .....	20
3.2.3 Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) .....	22
3.3 Gestions des Services Public d'Assainissement Collectif et Non Collectif (SPANC) ..	22
<b>PRESENTATION DE LA COMMUNE .....</b>	<b>24</b>
<b>4. Caractéristiques du territoire .....</b>	<b>25</b>
4.1 Description générale.....	25
4.2 Axes de transport.....	26
4.3 Contexte urbain .....	27
4.3.1 Evolution de la population.....	27
4.3.2 Contexte artisanal, industriel et agricole .....	27
4.3.3 Equipements communaux .....	28
4.3.4 Documents d'urbanisme .....	28
4.3.5 Topographie.....	28
4.4 Milieu naturel .....	29
4.4.1 Contexte géologique et hydrogéologique .....	29
4.4.2 Milieu hydrographique .....	31
4.4.3 Zones humides .....	35
4.5 Contraintes environnementales .....	37
4.5.1 Risque de retrait gonflement des argiles .....	37
4.5.2 Vulnérabilité .....	38
4.5.3 Risques d'inondation .....	39
4.6 Catastrophes naturelles .....	41



<b>SITUATION DE L'ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>42</b>
<b>5. ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....</b>	<b>43</b>
<b>5.1 Présentation du service.....</b>	<b>43</b>
5.1.1 Nombre d'abonnés assujettis et assiette de la redevance assainissement .....	43
5.1.2 Les réseaux et ouvrages .....	43
<b>5.2 Bilan de fonctionnement .....</b>	<b>48</b>
<b>6. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....</b>	<b>51</b>
<b>6.1 Situation.....</b>	<b>51</b>
<b>6.2 Contexte pédologique .....</b>	<b>52</b>
<b>6.3 Scénarii étudiés.....</b>	<b>53</b>
<b>ZONAGE DES EAUX USEES .....</b>	<b>56</b>
<b>7. CADRE REGLEMENTAIRE.....</b>	<b>57</b>
<b>8. CHOIX DE LA COLLECTIVITE.....</b>	<b>57</b>
<b>9. PROPOSITION DE ZONAGE DES EAUX USEES .....</b>	<b>58</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>64</b>
1 – Programme de travaux sur le secteur Collectif	
2 – Eléments sur l'Assainissement Non Collectif	

## Table des illustrations

Figure 1 : Situation de la commune .....	25
Figure 2 : Extrait de la carte des EPCI au 01/01/20 .....	26
Tableau 1 : Evolution de la population et du nombre de logements (Source : INSEE) .....	27
Figure 3 : Topographie du territoire communal .....	28
Figure 4 : Extrait de la carte géologique (Source : SIGES Seine Normandie) .....	29
Figure 5 : Bassins versants et masses d'eau .....	31
Figure 6 : réseau hydrographique de Boissy-le-Châtel .....	32
Tableau 2 : Enveloppes d'alerte zones humides (Source : DRIEE) .....	35
Figure 7 : Carte des zones d'alerte .....	35
Figure 8 : Sage des 2 Morin, secteurs à enjeux humides .....	36
Figure 9 : Aléa retrait gonflement des argiles (Source : BRGM) .....	37
Figure 10 : Vulnérabilité .....	38
Figure 11 : Extrait de la carte de PPRI .....	39
Figure 12 : Sage des deux Morin : zones d'expansion de crue .....	40
Tableau 3 : Nombre d'abonnements et assiette de la redevance (source : commune) .....	43
Tableau 4 : Caractéristiques des réseaux .....	43
Tableau 5 : Postes de refoulement .....	44
Tableau 6 : Déversoirs d'orage et Trop plein .....	44
Figure 13 : Plan des réseaux de collecte des EU .....	46
Figure 14 : Plan des réseaux de collecte des EP .....	47
Figure 15 : Evolution des débits pendant la campagne de mesure (mars-avril 2019) .....	49
Tableau 7 : Coûts totaux des scénarii par secteur .....	54
Tableau 8 : Coût d'exploitation par scénario .....	54
Tableau 9 : Coûts des travaux <b>en domaine public</b> par scénario .....	55
Tableau 10 : Coûts des travaux <b>en domaine privé</b> par scénario .....	55
Tableau 11 : Ratio par Equivalent habitant (par scénario) .....	55
Figure 16 : Zonage Assainissement défini en 2002 – territoire complet .....	59
Figure 17 : Zonage COLLECTIF défini en 2002 et zones desservies .....	60
Figure 18 : Zones de collecte actuelle .....	61
Figure 19 : Proposition de zonage EU (zoom secteur collectif) .....	62
Figure 20 : Proposition de zonage EU (totalité du territoire) .....	63

## RESUME NON TECHNIQUE

---

## OBJET DE L'ENQUETE

### La présente enquête publique concerne :

**La modification du zonage d'assainissement des Eaux Usées (EU) de la commune de Boissy-le-Châtel (définition des périmètres d'Assainissement Collectif et Non Collectif).**

La commune de Boissy-le-Châtel dispose d'un Schéma Directeur d'Assainissement (2000) et d'un zonage d'assainissement des Eaux Usées (2002).

Une mise à jour de ce Schéma Directeur et du zonage étant nécessaires, une étude donc a été réalisée en 2019-2021, à l'issue de laquelle le zonage d'assainissement des EU été redéfini.

La compétence Assainissement ayant été transférée en 2020 à la Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie<sup>1</sup>, celle-ci est donc en charge de la procédure d'enquête publique nécessaire à la modification de ce zonage EU.

## NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR

### Pétitionnaire :

**Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération  
Coulommiers Pays de Brie**

### Adresse :

**Service Eau, Assainissement,  
Gestion des Eaux Pluviales Urbaines et GEMAPI**

Hôtel de Ville,  
13 rue du Général de Gaulle

Téléphone : 01 60 22 95 55

**mohamed.rezzouki@coulommierspaysdebrie**

**Responsable du suivi du dossier : Monsieur le Président**

**Responsable des ouvrages : Monsieur le Président**

<sup>(1)</sup> La Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie (CACPB), regroupe 54 communes et compte près de 93 000 habitants.

## CONTEXTE REGLEMENTAIRE

L'article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, impose aux communes (et à leurs établissements publics de coopération) la délimitation après enquête publique :

- ⇒ **des zones d'assainissement collectif et non collectif des eaux usées,**
- ⇒ des zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols induite par l'urbanisation, pour assurer la maîtrise des ruissellements et éventuellement le stockage et le traitement des eaux pluviales.

**Nota : Cette obligation relative aux eaux pluviales sera traitée à l'échelle de la Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie.**

« Le zonage d'un secteur ne lui confère aucunement un caractère de « zone constructible », cette affectation relevant uniquement des décisions prises dans le cadre du Plan Local d'urbanisme (P.L.U.) en vigueur.

La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, par exemple dans les communes non dotées d'un plan d'occupation des sols opposable, **n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles.**

Ainsi, le classement d'une zone en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu, et ne peut avoir pour effet :

- **ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation** des travaux d'assainissement ;
- **ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme** à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement ;
- **ni de constituer un droit**, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, **à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte.** Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L. 332-6-1 du code de l'urbanisme ».

*Extrait de la circulaire du 22 mai 1997.*

Selon la circulaire du 22 mai 1997 relative à l'Assainissement Non Collectif, les obligations des usagers sont différentes suivant qu'ils se trouvent en zone d'Assainissement Collectif ou Non Collectif :

- ☞ Obligation de raccordement et paiement de la redevance correspondant aux charges d'investissement et d'entretien pour les **systèmes collectifs**,
- ☞ Obligation de mettre en œuvre et d'entretenir les ouvrages (si la commune ou la collectivité n'a pas décidé la prise en charge de l'entretien) pour les **systèmes non collectifs**.

## ELABORATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EU

La commune de Boissy-le-Châtel dispose d'un zonage des EU approuvé le 29 mars 2002.

**Ce zonage avait été défini à l'issue d'une étude de Schéma Directeur d'Assainissement <sup>(1)</sup> comportant 2 volets :**

- **Etude du choix d'assainissement pour les différents hameaux en système d'assainissement Non Collectif.**
- **Diagnostic & bilan de fonctionnement du système collectif.**

**Le zonage collectif** avait été défini largement sur la quasi-totalité des secteurs urbanisés : bourg + écarts les plus importants dont les Granges, les Brosses, Speuse, Champbreton, **le zonage NON collectif** correspondant aux habitations éloignées ou isolées.

Ce choix de zonage collectif impliquait la création de linéaires importants de réseaux (à l'intérieur des hameaux, entre les hameaux et le bourg) et d'ouvrages spécifiques (postes et réseaux de refoulement).

En parallèle, le bilan de fonctionnement du système d'Assainissement Collectif (collecte + traitement des eaux usées) montrait la nécessité de travaux : modification et/ou amélioration de la structure de la collecte existante (mauvais état de certains collecteurs, objectif de réduction des volumes collectés vers la station d'épuration ...), et création d'une nouvelle station d'épuration.

Ainsi, un programme de travaux avait été établi, comportant un volet pour le système collectif du bourg et un volet pour les hameaux.

**Les travaux d'assainissement réalisés entre 2004 et 2015 ont concerné le système collectif : mise en séparatif de plusieurs voies, réhabilitation de nombreux réseaux, création d'un bassin d'orage, et raccordement sur la station d'épuration de Coulommiers.**

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la structure de la collecte des EU et des EP entre 2002 et 2020 :

Années	Réseau Eaux Pluviales (EP)	Réseau Eaux Usées (EU)	Réseau Unitaire (UN)	Station d'épuration des EU
2002	11,7 km	6,7 km	10,2 km	Boissy-le-Châtel
2020	16,2 km	10,2 km	6,9 km	Coulommiers

Aucune extension de réseau n'a été réalisée pour le raccordement des hameaux depuis 2002, à l'exception de deux collecteurs EU : rue de Speuse pour le lotissement 'Les Poiriers' (au nord du bourg), et rue Saint Laurent (à l'est).

**La commune de Boissy-le-Châtel <sup>(2)</sup> a donc souhaité procéder à la mise à jour de son Schéma Directeur** (étude confiée au BE Test Ingénierie 2019-2021) afin de :

- Dresser le bilan de fonctionnement des différents modes d'assainissement existants ;
- Recenser les besoins de la commune ;
- Prévoir un programme de travaux pour optimiser la collecte, l'épuration et l'évacuation des eaux usées ;
- Délimiter les zones d'Assainissement Collectif (AC) et d'Assainissement Non collectif (ANC)

<sup>(1)</sup> Etude de SDA réalisée en (BE Safege), avec Zonage soumis à enquête publique (29/09/01 au 30/10/01).

<sup>(2)</sup> Etude débutée avant le transfert de la compétence Assainissement de la commune de Boissy-le-Châtel à la CACPB.

Lors de cette étude de mise à jour, chaque secteur (hameau) a ainsi fait l'objet d'une étude comparative des solutions d'assainissement envisageables, AC ou ANC, prenant en compte l'ensemble des contraintes techniques et financières (investissement et exploitation).

Les raccordements des hameaux sur le réseau d'assainissement du Boissy-le-Châtel nécessitent au préalable de réduire les surcharges hydrauliques actuelles, pour éviter d'aggraver la situation (surcharge hydraulique en période de nappe haute et en période pluvieuse, avec risques de débordement), et dont les conséquences se répercutent sur le système de Coulommiers et de Mouroux.

**La priorité est donc donnée sur les investissements à prévoir pour améliorer le fonctionnement des réseaux actuels.**

**Le traitement en mode collectif des écarts pourra être traité dans un second temps et vraisemblablement à une échelle supérieure à 10 ans.**

**Le zonage actuel des Eaux Usées sera donc modifié.**

## CHOIX DE ZONAGE EU

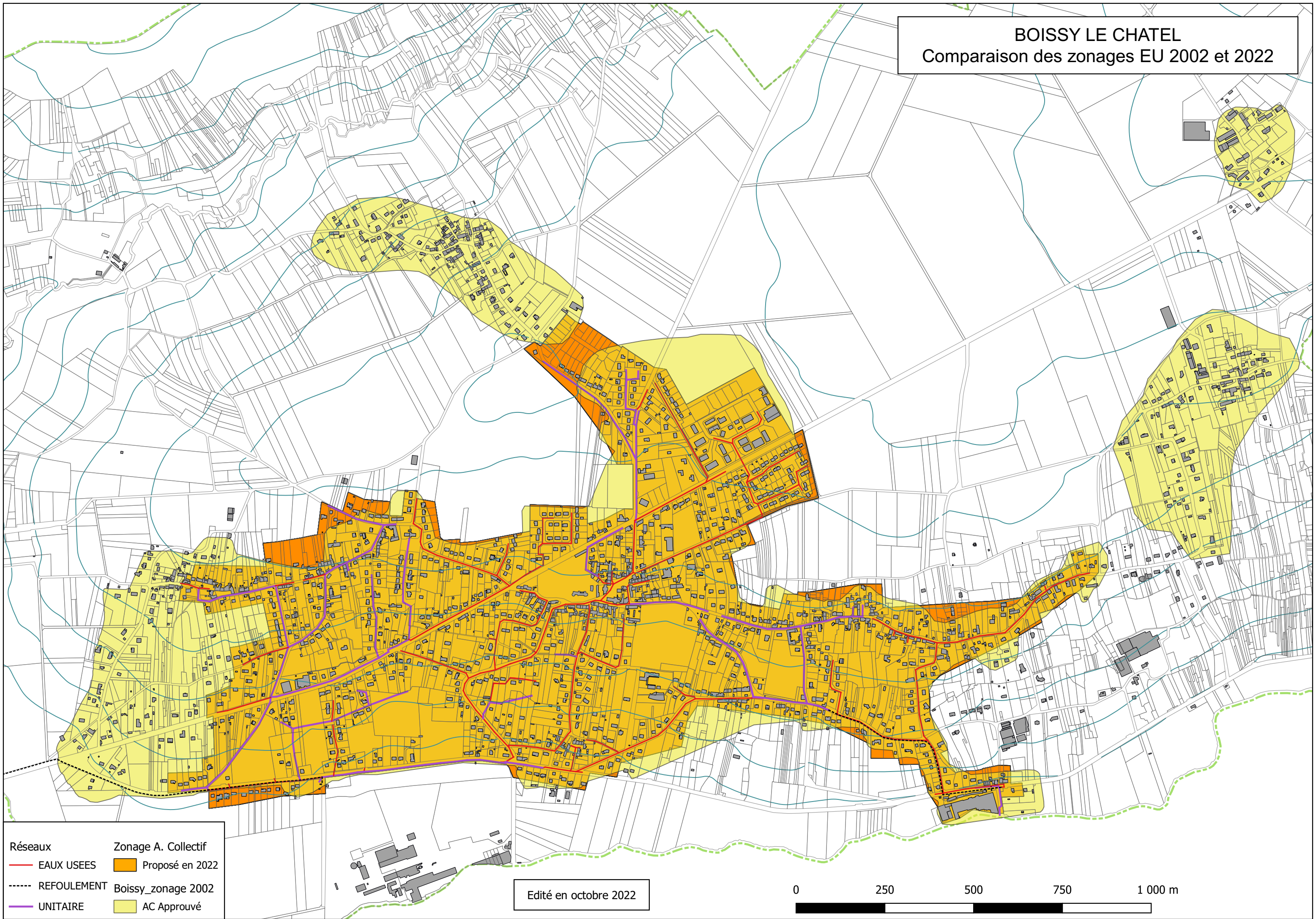
**La délimitation des zonages collectif et non collectif retenue par la collectivité est la suivante :**

- **Zonage collectif** pour l'ensemble des zones desservies et, des zones en cours d'urbanisation ou d'urbanisation future sur le bourg ;
- **Zonage Non Collectif** pour le reste du territoire (ce qui signifie une modification du zonage pour les écarts initialement zonés en collectif en 2002 : les Granges, les Brosses, Speuse, et Champbreton).

Le plan de la page suivante présente les limites du zonage Collectif EU approuvé en 2002 et modifié en 2022.

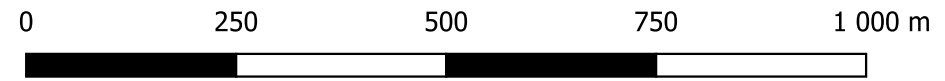


BOISSY LE CHATEL  
Comparaison des zonages EU 2002 et 2022



- |                   |                            |
|-------------------|----------------------------|
| <b>Réseaux</b>    | <b>Zonage A. Collectif</b> |
| — EAUX USEES      | Proposé en 2022            |
| ----- REFOULEMENT | Boissy_zonage 2002         |
| — UNITAIRE        | AC Approuvé                |

Edité en octobre 2022





## JUSTIFICATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

---

## 1. INTRODUCTION

Le zonage d'assainissement répond, en premier lieu, au souci de **protection de l'environnement**.

Il permet également de s'assurer de la **mise en place de modes d'assainissement adaptés** à la sensibilité du milieu naturel et aux différents contextes locaux, tout en rendant le **meilleur service possible** à l'usager.

Le zonage d'assainissement permettra à la commune de Boissy-le-Châtel de disposer d'un **schéma global de gestion des eaux usées** sur l'ensemble de son territoire. Il constituera également un **outil**, technique, réglementaire et opérationnel, pour la **gestion de l'urbanisme**.

De plus, le zonage d'assainissement va permettre **d'orienter le particulier dans la mise en place d'un assainissement adapté au site**, donc fonctionnel, et **conforme à la réglementation**, aussi bien dans le cas de nouvelles constructions que dans le cas des travaux de réhabilitation de logements existants.

Afin de mieux comprendre le document, il est utile de rappeler quelques définitions qui sont présentées ci-après.

### 1.1 L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

L'assainissement collectif a pour objet la **collecte** des eaux usées, leur **transfert** par un réseau public, leur **épuration** (c'est à dire leur traitement), **l'évacuation** des eaux traitées vers le milieu naturel (ru, rivière, sous-sol, ...) et la **gestion des sous-produits** (c'est à dire les déchets) de l'épuration et de l'entretien des réseaux.

Plusieurs types de stations d'épuration peuvent être envisagés à l'aval d'un réseau de collecte : boues activées, lits bactériens, lagunes naturelles ou aérées, filtres à sables, lits filtrants plantés roseaux, ... Le choix d'un mode d'épuration dépend notamment de la charge de pollution à traiter, de la nature des effluents et du type de réseau de collecte ;

- soit **séparatif** : la collecte des eaux usées et des eaux pluviales est séparée (présence de deux réseaux côte à côte),
- soit **unitaire** : la collecte des eaux usées et des eaux pluviales est réalisée dans un réseau unique,

Et de la nature et de la sensibilité du milieu naturel (présence ou non d'un exutoire comme un ru, une rivière, ..., vers lequel seront dirigées les eaux traitées (qualité du milieu naturel, sensibilité aux pollutions, ...).

Les **équipements d'assainissement situés depuis la limite du domaine privé et du domaine public** (la boîte de branchement) **jusqu'à la station d'épuration** relèvent du **domaine public** et sont **à la charge de la collectivité** (Commune, Syndicat, Communauté de Communes, Communauté d'Agglomération...). Le branchement sous voie publique, entre la propriété et le réseau principal, est à la charge de la collectivité, celle-ci pouvant se faire rembourser, par les propriétaires concernés, le coût de ces travaux déduction faites des aides accordées ; l'entretien de ce branchement étant ensuite réalisé par la collectivité.

On parle de **raccordement au réseau d'assainissement** (ou raccordement à l'égout) sous domaine privé pour les ouvrages à réaliser entre l'habitation et la boîte de branchement implantée généralement sous domaine public, en limite de propriété.

## 1.2 L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

L'assainissement non collectif, appelé également **autonome** ou **individuel**, désigne tout **système d'assainissement effectuant la collecte et le traitement des eaux usées domestiques, ainsi que le rejet des eaux traitées**, pour des logements qui ne sont **pas raccordés à un réseau d'assainissement public**.

Il existe différentes techniques d'épuration dont le choix est dicté par un certain nombre de contraintes comme par exemple :

- Surface disponible sur la parcelle,
- Aménagements de la parcelle,
- Aptitude du sol à l'épuration/dispersion des eaux usées,
- Présence d'un exutoire.

Ces techniques d'épuration vont du traitement des eaux usées par le sol en place (solution la moins onéreuse) lorsque sa nature le permet, jusqu'à un traitement dans un sol artificiel reconstitué.

## 1.3 L'ASSAINISSEMENT PLUVIAL

L'assainissement pluvial permet de **gérer les eaux de ruissellement par temps de pluie**.

La **collecte et l'évacuation** des eaux pluviales peuvent être assurées de différentes manières : fossés, réseaux pluviaux ouverts ou enterrés, réseaux unitaires (qui dirigent les eaux usées et une partie des eaux pluviales vers la station d'épuration), techniques alternatives telles que l'infiltration à la parcelle, stockage sur des toits terrasses, chaussées réservoirs, ..., permettant de limiter les transferts rapides des eaux pluviales qui sont souvent préjudiciables au milieu naturel.

Dans certains cas, la pollution apportée par les eaux pluviales peut avoir un impact important sur le milieu naturel, notamment lorsqu'elles sont mélangées avec les Eaux Usées (cas des réseaux unitaires). Un traitement des eaux pluviales peut alors s'avérer nécessaire, ainsi qu'une limitation de l'imperméabilisation sur certains secteurs.

## 2. OBJET DE L'ENQUETE

### La présente enquête publique concerne :

**La modification du zonage d'assainissement des Eaux Usées (EU) de la commune de Boissy-le-Châtel.**

La procédure d'enquête publique est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues **par les articles R. 123-2 à R. 123-27 du Code de l'Environnement.**

**La commune de Boissy-le-Châtel dispose d'un Schéma Directeur d'Assainissement établi en 2000, finalisé par un zonage d'assainissement des Eaux Usées ayant été soumis à enquête publique et approuvé en mars 2002 ; le zonage pluvial n'a pas été défini dans ce cadre.**

La commune a donc confié au bureau d'études TEST Ingénierie (2019-2021) une étude d'assainissement sur l'ensemble de son territoire, ayant pour objectif **la mise à jour du schéma directeur d'assainissement et du zonage d'assainissement (EU et EP).**

**Cette étude a ensuite été finalisée par la CACP (transfert de la compétence assainissement par la commune le 01/01/2020).**

*Remarque : cette étude incluait la définition du zonage eaux pluviales, mais la CACPB souhaitant disposer d'un zonage applicable sur l'ensemble de son territoire, le zonage proposé pour les EP n'a pas été retenu. Le zonage des EP fera l'objet d'une étude spécifique ultérieure à l'échelle de la CACPB.*

Les rapports d'étude sont consultables en mairie et au siège de la CACPB. **Le présent dossier en reprend les conclusions principales.**

**Il faut souligner que ces études (définition du mode d'assainissement, zonage d'assainissement) sont des études d'orientation.** Les solutions et travaux proposés sont à un niveau de définition « avant-projet sommaire ». Un certain nombre **d'autres études devra être réalisée avant de pouvoir engager les éventuels travaux**, notamment les études de projet.

Sur la base de ces études préalables, et à l'issue des réunions du comité de pilotage, la commune de **Boissy-le-Châtel et la CACPB** ont arrêté la solution d'assainissement qu'elles ont jugé la mieux adaptée pour l'ensemble des sites urbanisés.

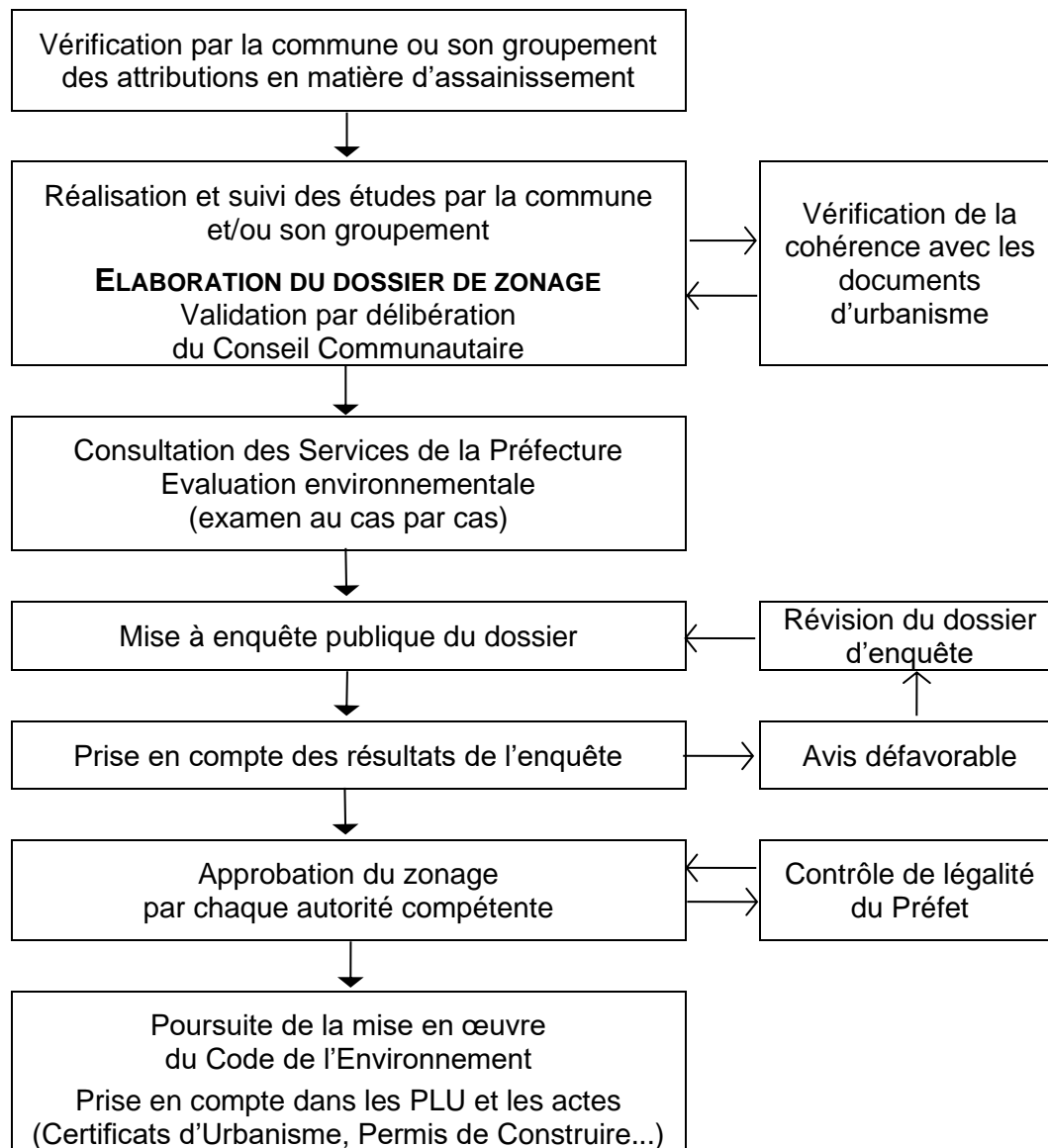
Conformément aux articles **L. 2224-10 et R. 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales**, la **CACPB a décidé de soumettre à enquête publique le zonage d'assainissement des eaux usées sur le territoire de la commune de Boissy-le-Châtel.**

Cette enquête sera lancée sur la base du présent dossier de zonage établi par le bureau d'études TEST INGENIERIE conformément à l'article R. 123-8 du Code de l'Environnement.

**Ce zonage d'assainissement, qui deviendra opposable aux tiers après l'enquête publique, sera annexé au Plan Local d'Urbanisme.**

**Le présent document, correspondant au dossier d'enquête publique, a pour objet la présentation du projet de zonage des Eaux Usées.**

## Description des étapes permettant la délimitation du zonage d'assainissement



La MRAE a été consultée le 7 avril 2022. La décision (N°MRAE DKIF-2022-061) du 02/06/2022 est une décision délibérée de dispense d'évaluation environnementale du projet de zonage d'assainissement des eaux usées de Boissy-le-Châtel.

### 3. CADRE REGLEMENTAIRE

L'article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, impose aux communes (et à leurs établissements publics de coopération) la délimitation après enquête publique :

- ⇒ Des zones d'assainissement collectif et non collectif des eaux usées,
- ⇒ Des zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols induite par l'urbanisation, pour assurer la maîtrise des ruissellements et éventuellement le stockage et le traitement des eaux pluviales.

**L'article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales est ainsi rédigé :**

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- ⇒ **Les zones d'assainissement collectif**, où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet, ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,
- ⇒ **Les zones en assainissement non collectif**, où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations, et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif,
- ⇒ **Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols** et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,
- ⇒ **Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel**, et en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

**Pour l'assainissement des eaux usées**, il faut rappeler que les obligations des usagers sont différentes suivant qu'ils se trouvent en zone d'assainissement collectif ou non collectif (cf. circulaire du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif) :

- Obligation de raccordement et paiement de la redevance correspondant aux charges d'investissement et d'entretien **pour les systèmes collectifs**,
- Obligation de mise en œuvre et d'entretien des ouvrages (si la commune n'a pas décidé la prise en charge de l'entretien) **pour les systèmes non collectifs** ainsi que paiement de la redevance correspondant aux frais de contrôles des installations d'assainissement non collectif.

**Pour l'assainissement des eaux pluviales.**

**Cette obligation relative aux eaux pluviales sera traitée à l'échelle de la Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie dans le cadre de son schéma directeur des Eaux Pluviales.**

**Remarque importante :**

Les habitations construites dans des zones où les « constructions ne sont pas autorisées », pour les raisons non exhaustives suivantes :

- ⇒ Zone inondable (aléas forts à très forts),
- ⇒ Espace naturel protégé non constructible,
- ⇒ Espace boisé classé au titre de l'article L. 130.1 du Code de l'Urbanisme,
- ⇒ Périmètre de protection de captage,

N'ont aucune existence légale <sup>(1)</sup>.

**« Le zonage d'un secteur ne lui confère aucunement un caractère de « zone constructible », cette affectation relevant uniquement des décisions prises dans le cadre du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) en vigueur.**

La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, par exemple dans les communes non dotées d'un plan d'occupation des sols opposable, **n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles.**

Ainsi, le classement d'une zone en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu, et ne peut avoir pour effet :

- **ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation** des travaux d'assainissement ;
- **ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme** à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement ;
- **ni de constituer un droit**, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, **à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte.** Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L. 332-6-1 du code de l'urbanisme ».

*Extrait de la circulaire du 22 mai 1997.*

<sup>1</sup> Pour ces constructions édifiées sans permis de construire, la mise en place d'une installation d'assainissement conforme aux règles de l'art, imposée dans le cadre de la protection du milieu naturel, ne régularise aucunement la situation d'illégalité vis à vis de l'urbanisme.

### 3.1 ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DES EAUX USEES

#### 3.1.1 Rappel sur les conditions de raccordement au réseau public d'assainissement

##### Art. L. 1331-1 du Code de la Santé Publique

*'Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte'.*

*'Un arrêté interministériel déterminera les catégories d'immeubles pour lesquelles un arrêté du maire, approuvé par le représentant de l'État dans le département, peut accorder soit des **prolongations de délais qui ne peuvent excéder une durée de dix ans**, soit des exonérations de l'obligation prévue au premier alinéa. [...]'*

*'Il peut être décidé par la commune, qu'entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L.2224-12 du Code général des collectivités territoriales'.*

*'La commune peut fixer des prescriptions techniques pour la réalisation des raccordements des immeubles au réseau public de collecte des eaux usées et des eaux pluviales'.*

#### 3.1.2 Règles d'organisation du service d'assainissement collectif

##### Article L. 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales

*'Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L. 1331-4 du Code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble'.*

Conformément à l'article L. 1331-11 du Code de la santé publique, les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées [...]

- ↳ Pour assurer le contrôle des raccordements au réseau public de collecte,
- ↳ Pour assurer le contrôle des déversements d'eaux usées autres que domestiques.

*'En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions visées aux 1°, 2° et 3° du présent article, l'occupant est astreint au paiement de la somme définie à l'article L. 1331-8 du Code de la santé publique, dans les conditions prévues par cet article'.*

### 3.2 ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DES EAUX USEES

#### 3.2.1 Rappels réglementaires

**Le règlement de service de l'Assainissement** doit être annexé au contrat d'affermage le cas échéant.



### Art. L. 1331-1-1 du Code de la Santé Publique

*'Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et qu'il fait périodiquement vidanger par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement.'*

*'Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire définissant les conditions, notamment financières, de raccordement de ces effluents privés.'*

*'Le propriétaire fait procéder aux travaux prescrits par le document établi à l'issue du contrôle prévu au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, dans un délai de quatre ans suivant la notification de ce document'.*

### Article L. 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales

*'Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :*

- 1. Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;*
- 2. Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.*

*Elles peuvent, à la demande du propriétaire, assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.*

*Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'ANC.'*

### Arrêtés du 7 mars 2012 et du 27 avril 2012

*'Pour toute nouvelle construction, le propriétaire doit joindre à sa demande de permis de construire, une attestation de conformité de son projet d'installation d'assainissement non collectif, dans le cas où son projet de construction est accompagné de la réalisation d'une telle installation. Cette attestation est délivrée par le SPANC <sup>1</sup> de sa commune. Les installations neuves doivent désormais comprendre des dispositifs facilitant le contrôle des agents du SPANC'.*

*'Le vendeur d'un logement équipé d'une installation de ce type doit fournir, dans le dossier de diagnostic immobilier joint à tout acte (ou promesse) de vente, un document daté de moins de 3 ans délivré par le SPANC informant l'acquéreur de l'état de l'installation.*

---

<sup>1</sup> SPANC : Service Public d'Assainissement Non Collectif

***Les travaux de réhabilitation doivent être effectués dans un délai maximal de 1 an après la signature de l'acte de vente'.***

Les délais des délais des travaux en cas de non-conformité sont fixés pour les différents cas.

Conformément à l'article L. 1331-11 du Code de la santé publique, les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées [...] :

- ↳ Pour assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif,
- ↳ Pour procéder, à la demande du propriétaire, à l'entretien et aux travaux de réhabilitation et de réalisation des installations d'assainissement non collectif, si la commune assure leur prise en charge.

*'En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions visées aux 1°, 2° et 3° du présent article, l'occupant est astreint au paiement de la somme définie à l'article L. 1331-8 du Code de la santé publique, dans les conditions prévues par cet article'.*

### 3.2.2 Les responsabilités et les obligations de chacun

#### ❖ Pour la mise en place de l'installation d'assainissement

##### Le propriétaire

Il incombe au propriétaire d'équiper son habitation d'un ANC réglementaire. Le choix et le dimensionnement de la filière d'assainissement doivent être adaptés aux caractéristiques de l'habitation et du terrain (pente, type de sol, présence de nappe, etc. ...). **Le propriétaire doit pouvoir justifier de l'existence d'un dispositif conforme à la réglementation en vigueur lors de son installation, mais aussi de son bon fonctionnement.** En cas de dysfonctionnement, c'est la responsabilité du propriétaire qui sera engagée.

##### Les installateurs

La mise en œuvre d'une installation d'assainissement non collectif est réglementée (arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012).

**Pour les installations dites de traitement par le sol en place ou reconstitué** (intégration des filtres à sable et à zéolites) : les prescriptions techniques de l'arrêté du 7 septembre 2009 et plus particulièrement l'annexe 1 définissant les caractéristiques techniques et les conditions de mise en œuvre ainsi que les normes AFNOR régissant les règles de l'art pour les filières de traitements par le sol ou par du sable (Document Technique Unifié (DTU) 64-1, devenu Norme expérimentale NF XP P 16-603) sont appliquées.

**Pour les installations avec d'autres dispositifs de traitements** : elles doivent être agréées par les ministères en charge de l'écologie et de la santé, à l'issue d'une procédure d'évaluation.

**Pour le cas particulier des toilettes sèches** : elles ne doivent pas générer de nuisance pour le voisinage, de rejet liquide en dehors de la parcelle, de pollution des eaux superficielles ou souterraines. Leurs règles de mise en œuvre sont définies dans l'arrêté du 7 septembre 2009 et complétées par l'arrêté du 7 mars 2012.

### **La C.A.C.P.B.**

La CACPB a pour obligation de contrôler les ouvrages d'assainissement non collectif situés sur son territoire, l'existant comme les nouvelles réalisations (*arrêté du 6 mai 1996 modifié fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif et arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif*) ; celle-ci peut cependant choisir de transférer à une structure intercommunale la compétence qu'elle est tenue d'exercer en d'assainissement non collectif (ANC) .

La fréquence des contrôles de bon fonctionnement des installations est déterminée par le SPANC, en tenant compte notamment de l'ancienneté et de la nature des installations (la limite réglementaire est de 10 ans fixée par la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement).

En absence de ces contrôles, la collectivité peut voir sa responsabilité engagée.

### **Le Maire**

Le Maire est susceptible d'être tenu personnellement responsable en cas de pollution et d'atteinte grave à la salubrité publique (autorité de police sanitaire sur sa commune).

### **Pouvoir spécial de Police transféré au président de la CACPB.**

#### **❖ Pour l'entretien de l'installation d'assainissement**

L'entretien régulier doit permettre d'assurer le bon état des installations, le bon écoulement des effluents et leur bonne distribution, l'accumulation normale des boues et des flottants, la ventilation des ouvrages, et leur accessibilité (opération d'entretien et de contrôle).

**La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.**

En tout état de cause, la périodicité de vidange des ouvrages doit être précisée dans le guide d'utilisation fourni obligatoirement par l'installateur.

**La vidange est assurée par une personne agréée par le préfet.**

Afin de justifier ces vidanges, l'entrepreneur ou l'organisme qui réalise une vidange est tenu de remettre à l'occupant ou au propriétaire un bordereau de suivi comportant au moins les indications suivantes :

- ⇒ Un numéro de bordereau ;
- ⇒ La désignation (nom, adresse...) de la personne agréée ;
- ⇒ Le numéro départemental d'agrément ;
- ⇒ La date de fin de validité d'agrément ;
- ⇒ L'identification du véhicule assurant la vidange (n° d'immatriculation) ;
- ⇒ Les nom et prénom de la personne physique réalisant la vidange ;
- ⇒ Les coordonnées du propriétaire de l'installation vidangée ;
- ⇒ Les coordonnées de l'installation vidangée ;
- ⇒ La date de réalisation de la vidange ;
- ⇒ La désignation des sous-produits vidangés ;
- ⇒ La quantité de matières vidangées ;
- ⇒ Le lieu d'élimination des matières de vidange ».

**Les modalités d'exécution de la mission de contrôle de bon fonctionnement des ouvrages d'assainissement non collectif sont fixées par l'arrêté du 27 avril 2012 (remplaçant l'arrêté du 7 septembre 2009).**

### 3.2.3 Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)

L'article L. 2224-7 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que : *'Tout service assurant tout ou partie des missions définies à l'article L. 2224-8 est un service public d'assainissement'*.

L'article L. 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que : *'Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, **puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans**'*.

La gestion du service public d'assainissement correspond à celle d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), c'est à dire :

- ⇒ Qu'il doit être financé par des redevances uniquement à la charge des usagers du service, aucune redevance ne pouvant être perçue avant le premier contrôle ;
- ⇒ Que son budget doit être équilibré entre recettes et dépenses (sauf cas particuliers) ;
- ⇒ Que la tarification doit respecter le principe d'égalité des usagers devant le service.

## 3.3 GESTIONS DES SERVICES PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF (SPANC)

La CACPB assure la gestion des Services Publics d'Assainissement Collectif et Non Collectif (SPANC).

La commune de Boissy-le-Châtel est couverte par une délégation de service public attribué à la SAUR depuis le 1er janvier 2021 ; le règlement de service a été adopté le 25 mars 2021.

La CCPB a confié l'exploitation du service public d'assainissement sur le périmètre Est de la CA pour une durée de 15 ans à partir du 01/01/2021 à la SAUR.

### Assainissement collectif :

**Le règlement de service de l'Assainissement Collectif**, approuvé par délibération du Conseil Communautaire de la CACPB date du 25 mars 2021. Ce règlement définit :

- ⇒ Les dispositions générales : catégories d'eaux admises au déversement, les branchements (définition, modalités d'établissement) ;
- ⇒ Les eaux usées domestiques : définition, obligation de raccordement, demande de branchement, caractéristiques techniques des branchements, paiement, surveillance, entretien, modification, suppression, redevance ;
- ⇒ Les eaux usées industrielles ; définition, règles de déversement – conditions d'autorisation préalable,

- ⇒ Les installations privées : caractéristiques techniques, conditions d'entretien et de contrôle ;
- ⇒ Les conditions financières : abonnements, infractions, sanctions et les voies de recours ;
- ⇒ Les dispositions d'application.

#### Assainissement Non collectif :

Le S.P.A.N.C. est porté par le Service de l'Eau et de l'Assainissement de la CACPB, et le règlement de service a été approuvé le 25 mars 2021 (précise le cadre du service, les responsabilités et obligations des usagers, les contrôles du service, les sanctions et voies de recours, les dispositions d'application).

Les contrôles sont également intégrés dans la D.S.P. SAUR.

Les compétences du SPANC comprennent les contrôles de conception et fonctionnement :

- Examen Préalable de Conception (EPC),
- Vérification et exécution des travaux (VET)
- Vérification de fonctionnement et d'entretien (VFE)

*Nota : Le Déroulement de ces contrôles sont formalisés et s'inscrivent dans les procédures Grenelle 2, immobilières (cession) et d'urbanisme (permis de construire), cf. Annexe 3.*

Concernant les contrôles effectués par le SPANC, leur périodicité a été fixée comme suite (délibération 2021-059 du 25/03/2021)

Périodicité du contrôle	Type d'installation d'assainissement non collectif
10 ans	<ul style="list-style-type: none"><li>• Installation sans problème majeur de constitution et de fonctionnement,</li><li>• Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs</li></ul>
5 ans	<ul style="list-style-type: none"><li>• Installation non conforme incomplète</li><li>• Installation non conforme significativement sous dimensionnée</li><li>• Installation non conforme présentant des dysfonctionnements majeurs</li><li>• Filière compacte non réglementaire (non agréée, ...)</li></ul>
3 ans	<ul style="list-style-type: none"><li>• Installation non conforme présentant des défauts de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladie par vecteurs, nuisances olfactives récurrente, ...) pour la santé des personnes et/ou des risques environnementaux avérés,</li><li>• Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation</li></ul>
1 an	<ul style="list-style-type: none"><li>• Absence d'installation</li></ul>
Grenelle 2	<ul style="list-style-type: none"><li>• En cas de vente immobilière, el propriétaire devra présenter un rapport de contrôles de moins de 3 ans et le nouveau propriétaire devra avoir réalisé ses travaux dans un délai de un an à compter de la vente</li></ul>

## PRESENTATION DE LA COMMUNE

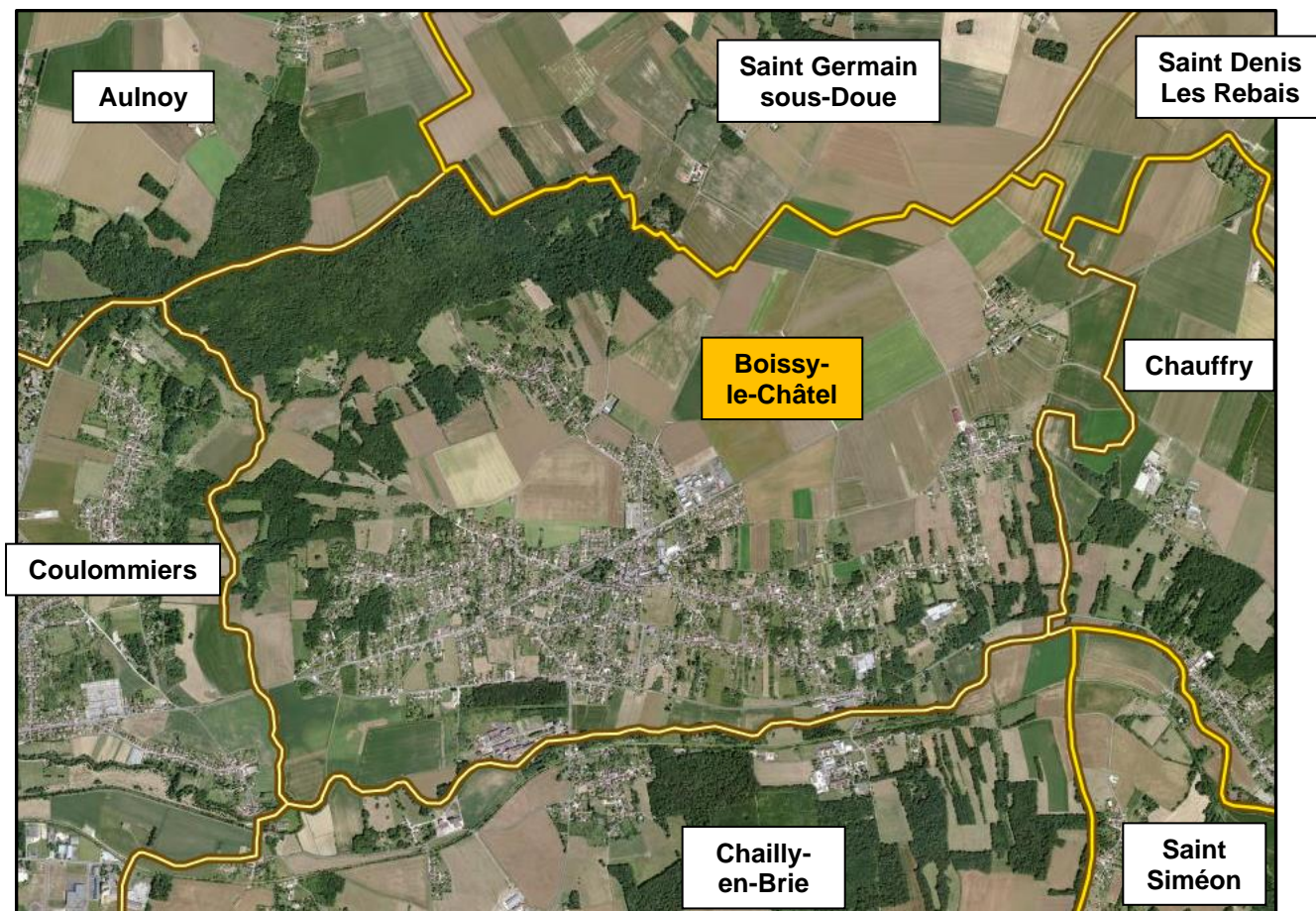
---

## 4. CARACTERISTIQUES DU TERRITOIRE

### 4.1 DESCRIPTION GENERALE

Boissy-le-Châtel est une commune du département de la Seine-et-Marne, et sa superficie de la commune est d'environ 993 hectares.

Figure 1 : Situation de la commune



Elle est riveraine des communes suivantes :

- COULOMMIERS,
- AULNOY,
- SAINT-GERMAIN-SOUS-DOUE,
- SAINT-DENIS-LES REBAIS,
- CHAUFFRY,
- CHAILLY-EN-BRIE.



La commune de **Boissy-le-Châtel** appartient à la Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie (CACPB), qui regroupe 54 communes et compte près de 93 000 habitants. Elle dispose de la compétence 'assainissement' (transfert de cette compétence au 01/01/2020).

Figure 2 : Extrait de la carte des EPCI au 01/01/20



Source : Préfecture de Seine et Marne / insee – RP 2017

## 4.2 AXES DE TRANSPORT

La commune de Boissy est traversée principalement par 2 départementales se rejoignant au sud du territoire (RD 222 reliant Rebais à Coulommiers et RD 66 longeant le Grand Morin. LA RD 37 (rue des Papeteries) permet de rejoindre la commune de Chailly en Brie au sud.

Par ailleurs, la commune de Beaumont-du-Gâtinais est traversée par la ligne SNCF de Villeneuve-Saint-Georges à Montargis, section de Malesherbes à Montargis, mais qui n'est plus en service.

Les écarts et hameaux sont desservies par des voies spécifiques.



## 4.3 CONTEXTE URBAIN

### 4.3.1 Evolution de la population

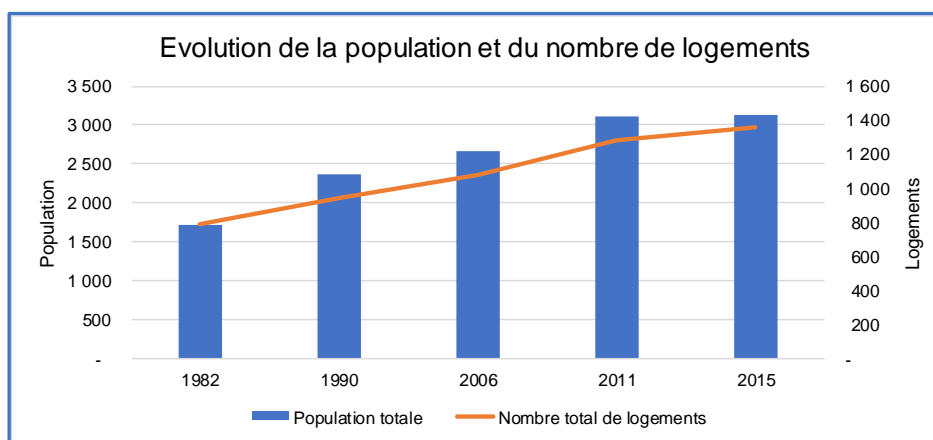
L'évolution de la population est analysée à partir des derniers recensements généraux de la population réalisés par l'INSEE.

Tableau 1 : Evolution de la population et du nombre de logements (Source : INSEE)

	1982	1990	2006	2011	2015
<b>Population totale</b>	1 725	2 366	2 661	3 110	3 137
<b>Nombre total de logements</b>	<b>787</b>	<b>946</b>	<b>1 080</b>	<b>1 285</b>	<b>1 360</b>
Résidences principales	616	784	944	1 157	1 197
Résidences secondaires et logements occasionnels	128	118	82	52	60
Logements vacants	43	44	54	76	103
Nombre moyen d'occupants par résidence principale	2,2	2,5	2,5	2,4	2,3
Variation annuelle moyenne de la population	4,64 %/an	0,78 %/an	3,37 %/an	0,22 %/an	

La population a augmenté de 80 % au cours des 40 dernières années, mais avec une stabilisation depuis 2011.

**La densité de la population (32 habitants / km<sup>2</sup>) est caractéristique des milieux ruraux.**



### 4.3.2 Contexte artisanal, industriel et agricole

Une partie des activités est regroupée dans la Zone d'Activités des 4 Arpents ou à proximité (Avenue de Gaulle et rue de la Croix Blanche) mais aussi sur l'ensemble du territoire. Il s'agit (selon inventaire présenté en phase 1) :

- De l'automobile : 8 entreprises (garage, services, station essence)
- Du bâtiment : 20<sup>aine</sup> d'artisans
- Du commerce : alimentaire et autres

Il n'existe à ce jour pas de convention connue réglementant les rejets.

### 4.3.3 Equipements communaux

Les établissements communaux sont repris ci-dessous :

Nom	Adresse
Ecole maternelle	13-15 rue de la Grange aux Dimes
Groupe primaire	13 rue de la Mare Garenne
Salle des Fêtes (200 personnes) et salle René Pierrelée (50 personnes)	7 rue des Carrières
Salle Jean Malpel	Place du 27 aout 1944
Ateliers municipaux	16 rue des Carrières
Mairie	Place de la mairie

### 4.3.4 Documents d'urbanisme

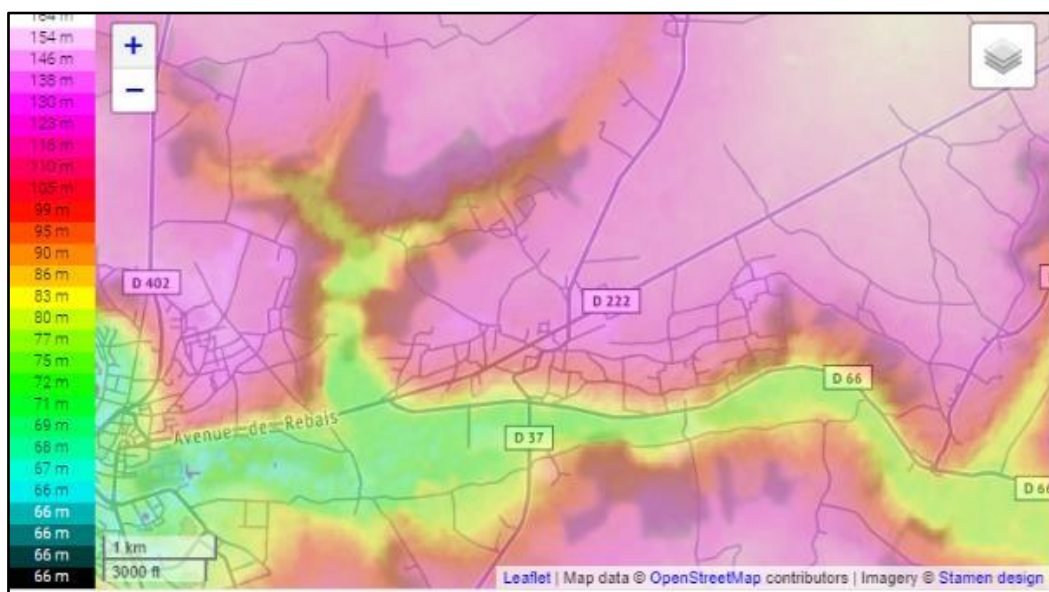
Le PLU a été approuvé le 18 octobre 2011, puis modifié les 31 janvier 2012 et 26 février 2013.

La commune a décidé la révision générale du PLU en date du 11/01/2016, et a lancé le débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) en mars 2021. Le parti d'aménagement retenu vise à renforcer la croissance de façon raisonnable pour atteindre à l'horizon 2035 un seuil de population d'environ **3 635 habitants** (soit une croissance annuelle moyenne autour de 8 %). Pour satisfaire ce seuil, le besoin est estimé à 310 logements.

### 4.3.5 Topographie

Le territoire de Boissy-Le-Châtel se caractérise par une topographie inclinée vers la Vallée du Grand Morin.

Figure 3 : Topographie du territoire communal



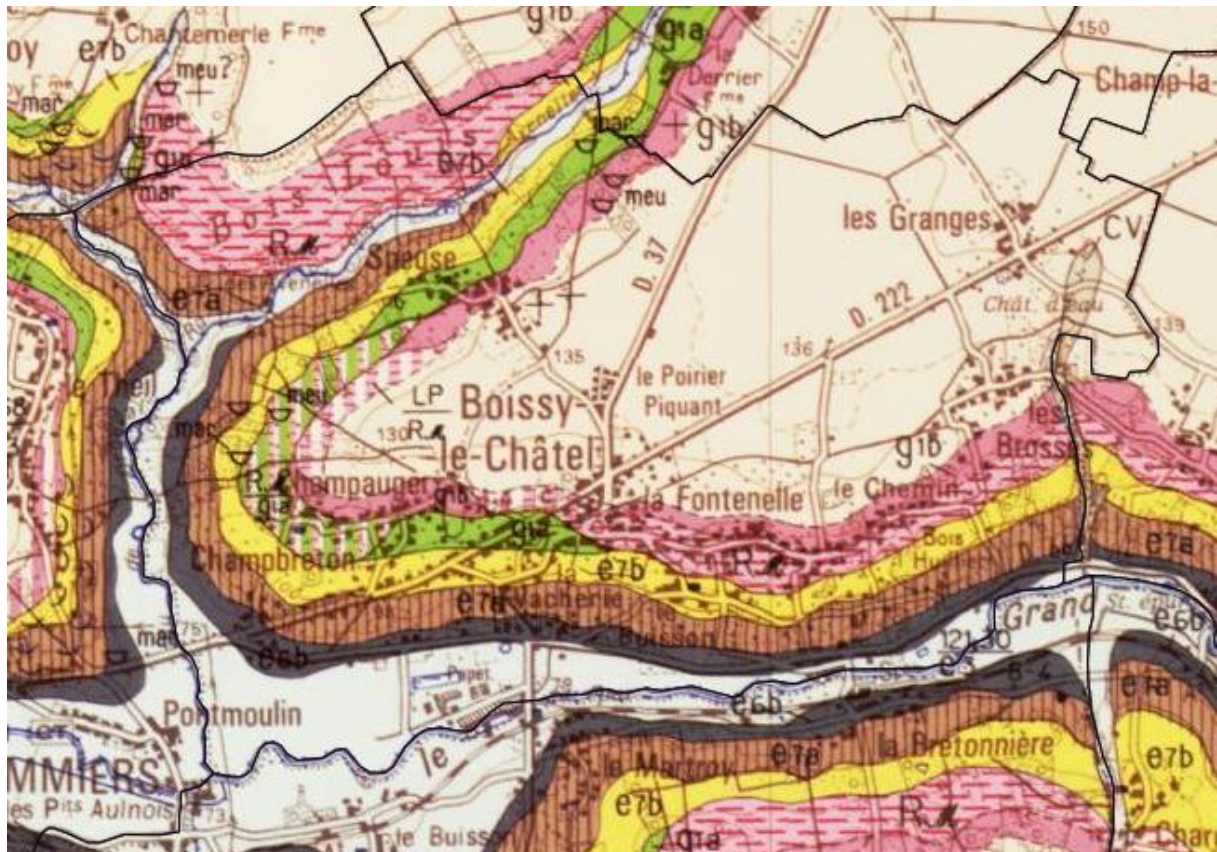
Le point bas de la commune se situe à environ 74 m à l'ouest (début de la vallée à l'est à environ 82 m), les points hauts au nord (RD 37) ou rue de Speuse atteignent 135-136 m, et à l'est 147 m en sortie de commune (143 m sur le hameau des Granges).

## 4.4 MILIEU NATUREL

### 4.4.1 Contexte géologique et hydrogéologique

Plusieurs terrains de formation tertiaire, sont visibles en remontant le cours de la vallée du Grand Morin.

Figure 4 : Extrait de la carte géologique (Source : SIGES Seine Normandie)



#### Feuille n°185 - COULOMMIERS (Notice)

	Colluvions de fond de vallée
	Alluvions récentes : Limons et limons sableux
	Limon des plateaux
	Limon et argile à meulière mêlés
	Limon des plateaux sur calcaire et meulière de Brie
	Argile à meulière
	Stampien inférieur : Calcaire et Meulière de Brie
	Stampien inférieur : Argile verte de Romainville
	Bartonien supérieur : Marnes supragypseuses
	Bartonien supérieur : Calcaire de Champigny
	Bartonien moyen : Calcaires et marnes
	Hydro

Formation géologique	Description
Alluvions récentes	Ces alluvions sont constituées de limons fins argilo-sableux, grisâtres à jaunâtres, contenant parfois des lits tourbeux. Leur épaisseur peut atteindre 5 m.
Limons des plateaux	Recouvrent la majeure partie de l'aire d'étude (plateau). Ils sont constitués de matériaux très fins (sables et argiles) ; cette formation est influencée par la nature du substratum.
Argile à meulière	La formation de Brie dans laquelle les argiles sont abondantes donne naissance sur le flanc des coteaux qu'elle domine à des glissements importants.
Calcaire et meulière de Brie	La formation de Brie épaisse d'une 20 <sup>aine</sup> de m est essentiellement représenté par des bancs ou blocs de meulières disjoints dans une matrice argileuse brun-vert, grise ou rousse
Argile verte de Romainville	Cet horizon, épais de 7 m comporte deux niveaux : à la base, les glaises à cyrènes recouvertes par les argiles vertes à rognons.
Marnes supragypseuses	Difficiles à différencier des calcaires de Champigny en affleurements isolés, les marnes laguno-lacustres supragypseuses sont épaisses d'environ 10 m. elles sont formées par une alternance de niveaux blanc, jaunes, gris-bleu ou vert et parfois de petits bancs de calcaire blanc.
Calcaire de Champigny	Le calcaire se présente en bancs épais de 0,50 à 1 m, de couleur beige à beige-rosé. Il est parfois associé à des marnes brunes ou rousses, et son épaisseur est de l'ordre de 12 m.
Calcaires et marnes du Bartonien moyen	Il s'agit essentiellement des calcaires de Saint-Ouen. Ce sont des marno-calcaire et des calcaires à silex noirs ou beiges.

### **Contexte hydrogéologique**

Trois niveaux aquifères superposés sont présents :

- **Nappe de l'oligocène**

Le réservoir est constitué par les calcaires et meulières de Brie. La formation est peu épaisse et la hauteur mouillée reste inférieure à 6 m. Superficielle, cette nappe est vulnérable et très sensibles aux variations des précipitations (et donc à des apports de lessivage des sols).

- **Nappe de l'éocène supérieur et moyen**

Cette nappe rassemble les aquifères du Calcaire de Champigny et des Calcaires de Saint-Ouen. Elle est puissante d'une soixantaine de mètres et l'épaisseur mouillée atteint 30 à 50 m. L'essentiel des forages est réalisé dans les alluvions du Grand Morin, alimentées par cette nappe.

- **Nappe de l'éocène inférieur et moyen**

Cet aquifère correspond à l'ensemble Yprésé-Lutétien. La nappe est partiellement captive et drainée au nord par la Marne et le Petit Morin. L'épaisseur mouillée est importante, atteignant 70 m à l'ouest de Coulommiers.

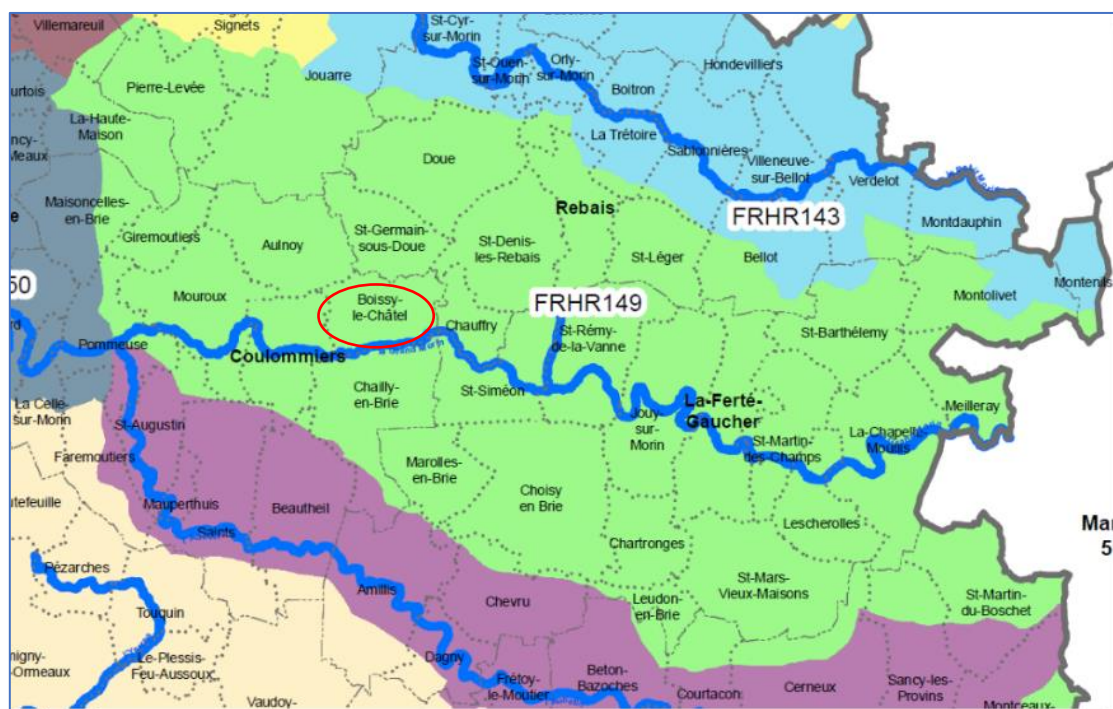
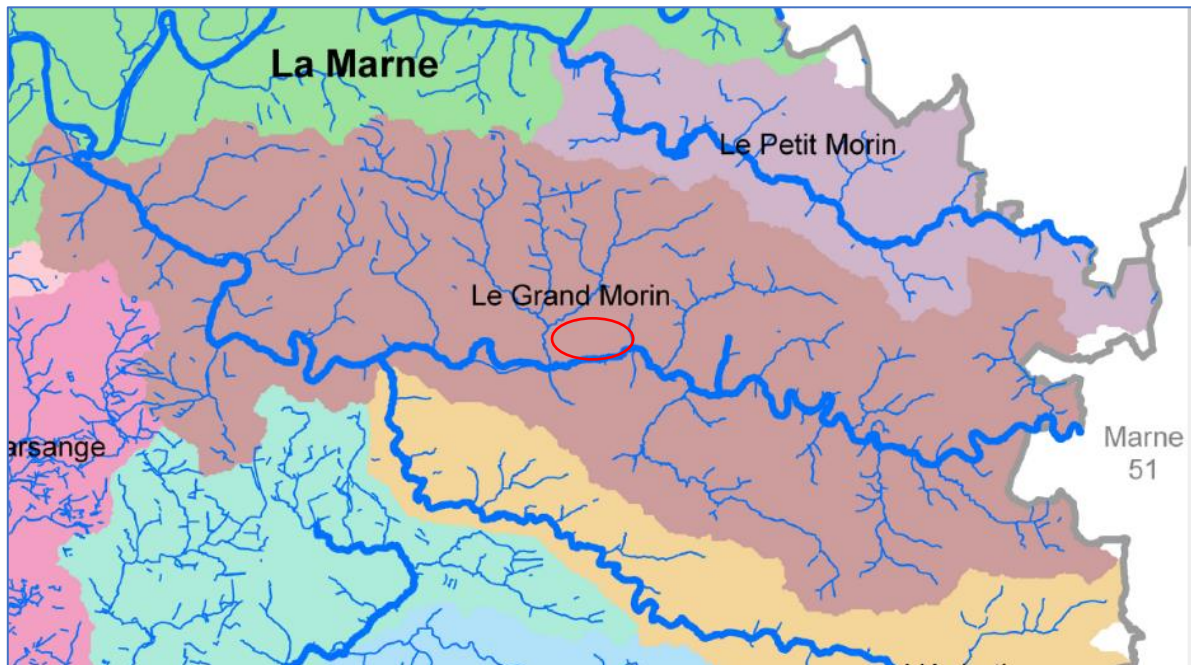
L'affleurement des formations sur les coteaux favorise la résurgence de sources, et les **réseaux d'assainissement localisés sur ces zones peuvent présenter des risques d'intrusion d'Eaux Claires Parasites Permanentes (ECP) pendant les périodes de hautes eaux.**



#### 4.4.2 Milieu hydrographique

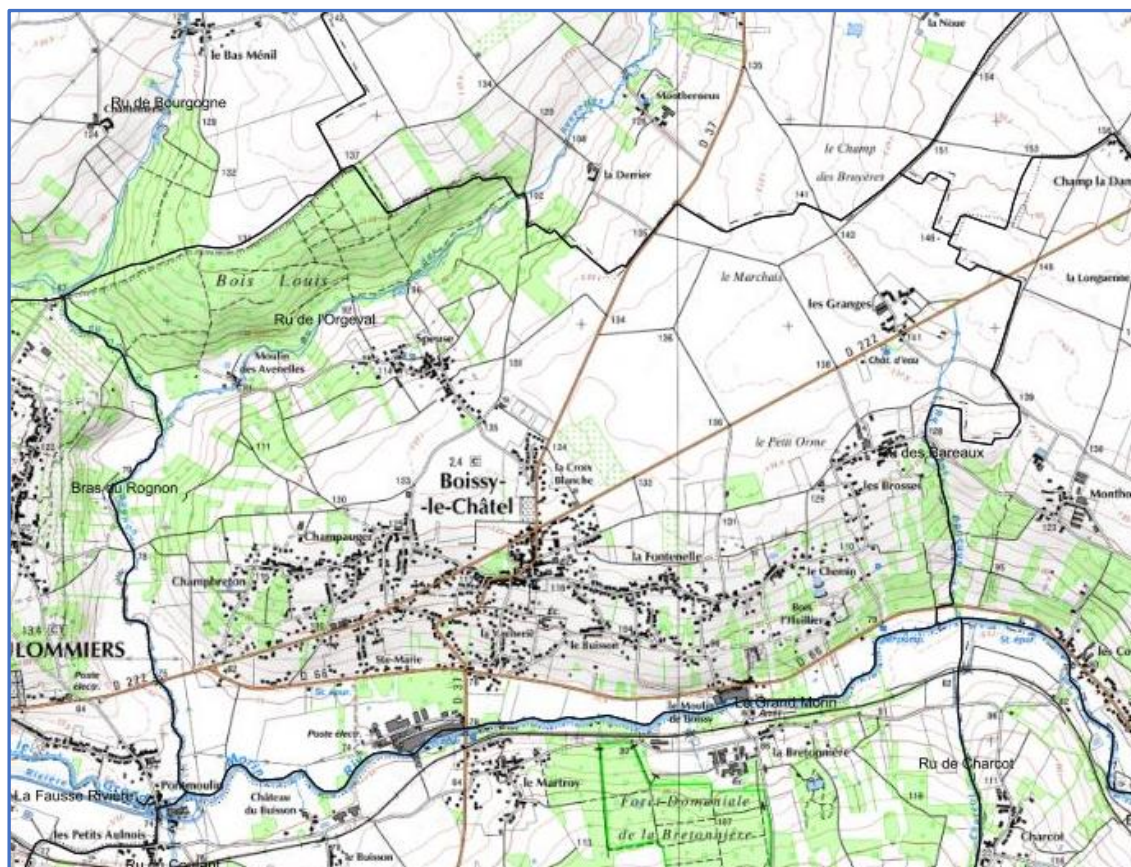
Le territoire de Boissy-le-Châtel appartient à la Masse d'eau FRHR149 : le Grand Morin, de sa source au confluent de l'Aubetin (exclu).

Figure 5 : Bassins versants et masses d'eau



Le réseau hydrographique présent sur le territoire de Boissy-le-Châtel est le Grand Morin et deux de ses affluents : Ru de l'Orgeval / ru du Rognon et ru des Baneaux.

Figure 6 : réseau hydrographique de Boissy-le-Châtel



Le Grand Morin est un cours d'eau naturel non navigable de 119 km, qui prend sa source sur la commune de la Villeneuve-Lès-Charleville (département de la Marne) et se jette dans la Marne au niveau de la commune de Condé-Sainte-Libiaire.

Classe	Nom	Longueur sur la commune de Boissy	Longueur totale
1	Le Grand Morin	0.438 km	118,16 km
4	Ru de l'Orgeval	2.703 km	12,81 km
4	Ru du Rognon	0.073 km	13,15 km
6	Ru des Baneaux	1.099 km	1,56 km
7	Bras du Rognon	0.166 km	0,17 km

Classe 1 : Cours d'eau de plus de 100km

Classe 4 : Cours d'eau de 10 à 25km

Classe 6 : Cours d'eau inférieur à 5km

Classe 7 : Cours d'eau issus densification réseau



### Débit :

Il existe deux stations hydrométriques permanentes en amont et aval de Boissy-le-Châtel : Meilleray et Pommeuse (données respectivement depuis 1996 et 1965, soit 23 et 54 ans).

#### Débits caractéristiques du Grand Morin - Banque HYDRO

	Meilleray (H5702010)	Pommeuse (H5732010)
Taille du bassin versant	336 km <sup>2</sup>	770 km <sup>2</sup>
Qsp (débit spécifique)	5,6 l/s/km <sup>2</sup>	7,1 l/s/km <sup>2</sup>
Débit d'étiage (QMNA <sub>5</sub> )	0,68 m <sup>3</sup> /s	2,1 m <sup>3</sup> /s
Module Interannuel	1,88 m <sup>3</sup> /s	5,44 m <sup>3</sup> /s

Source : Banque Hydro

### Qualité :

Le bilan présenté dans le SDASS EP (Schéma directeur d'assainissement des Eaux Pluviales de 2010) du département de Seine et Marne indique que l'état du Morin est bon en amont de Saint Rémy-la-Vanne et mauvais de Saint Rémy-la-Vanne à Pommeuse, mais que le bon état est atteignable en azote et en phosphore. En aval (à Tigeaux et Montry), la qualité est bonne pour l'azote et mauvaise pour le phosphore

Statut de la masse d'eau : naturelle

Report de délai bon état chimique : ☒ oui : 2027

Tronçons  
Le Grand Morin

Etat en azote (N)

Etat en phosphore (P)

Le Grand Morin en amont de SAINT REMY-LA-VANNE



Le Ru de Piértrée en amont de SAINT-SIMEON



Le Grand Morin de SAINT REMY-LA-VANNE à POMMEUSE











Les données de qualité DCE (DRIEE) pour Tigeaux montrent une amélioration de la qualité en termes de phosphore depuis 2010.

	Code SANDRE	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>ETAT ECOLOGIQUE</b>								
<b>Hydrobiologie</b>								
<b>Physico-chimie</b>								
<b>Bilan de l'oxygène</b>								<b>A</b>
Oxygène dissous (mg O <sub>2</sub> /L)	1311	7,92	7,50	7,80	5,00	7,50	7,60	6,98
Taux de saturation en O <sub>2</sub> (%)	1312	76,30	71,00	76,00	59,00	87,00	76,40	66,50
Demande biochimique en Oxygène (mg O <sub>2</sub> /L)	1313	2,30	3,30	3,20	2,80	1,50	3,10	1,30
Carbone organique dissous (mg C /L)	1841	3,30	3,94	2,69	4,11	2,60	6,60	2,40
<b>Nutriments</b>						<b>A</b>		










	Code SANDRE	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ortho phosphates (mg PO <sub>4</sub> <sup>3-</sup> /L)	1433	0,77	0,60	0,67	0,84	0,61	0,53	0,44
Phosphore total (mg P /L)	1350	0,26	0,23	0,22	0,30	0,20	0,31	0,17
Ammonium (mg NH <sub>4</sub> <sup>+</sup> /L)	1335	0,21	0,11	0,31	0,30	0,23	0,13	0,12
Nitrites (mg NO <sub>2</sub> <sup>-</sup> /L)	1339	0,52	0,43	0,27	0,65	0,21	0,27	0,21
Nitrates (mg NO <sub>3</sub> <sup>-</sup> /L)	1340	60,00	34,10	33,90	48,30	39,40	62,00	37,30

#### Etat écologique

NC	Non Communiqué (Absence de données)
	Très bon état
	Bon état
	Etat moyen
	Etat médiocre
	Mauvais état
	Données manquantes dans l'agrégation
	Paramètre Nitrate en état moins que bon
	Assouplissement appliqué

#### Etat chimique

	Absence de données
	Informations insuffisantes pour attribuer l'état
	Bon état
	Mauvais état
	Indice de confiance (Faible, Moyen, Elevé)
	Non analysé
	Données partielles

L'analyse de la carte IGN permet de définir les principaux axes d'écoulement et les sous bassins versants (cf. carte en page suivante) ; la majorité des écoulements est dirigée directement vers le Grand Morin, mais les secteurs Ouest et Est s'écoulent respectivement vers le ru du Rognon et le ru de Bagneaux.

### Document de Gestion des Eaux

La commune de Boissy-le-Châtel est concernée par le périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) des 2 Morin (Grand et Petit Morin), qui a été approuvé par arrêté inter préfectoral le 21 octobre 2016.

Le SAGE des 2 Morin est porté par le Syndicat Intercommunal de la vallée du Haut Morin (SIVHM) qui est chargé de l'entretien du Grand Morin entre Lachy et Chauffry.

Le sage s'articule autour de 7 grands enjeux sur les grands thèmes généraux :

- Enjeu 1 : gouvernance, cohérence et organisation du SAGE,
- Enjeu 2 : améliorer la qualité de l'eau,
- Enjeu 3 : restaurer les fonctionnalités des cours d'eau et des milieux associés,
- Enjeu 4 : connaître et préserver les zones humides dont les marais de Saint-Gond,
- Enjeu 5 : prévenir et gérer les risques naturels liés à l'eau,
- Enjeu 6 : améliorer la gestion quantitative de la ressource en eau,
- Enjeu 7 : concilier les activités de loisirs liées à l'eau entre elles et avec la préservation du milieu naturel.

#### 4.4.3 Zones humides

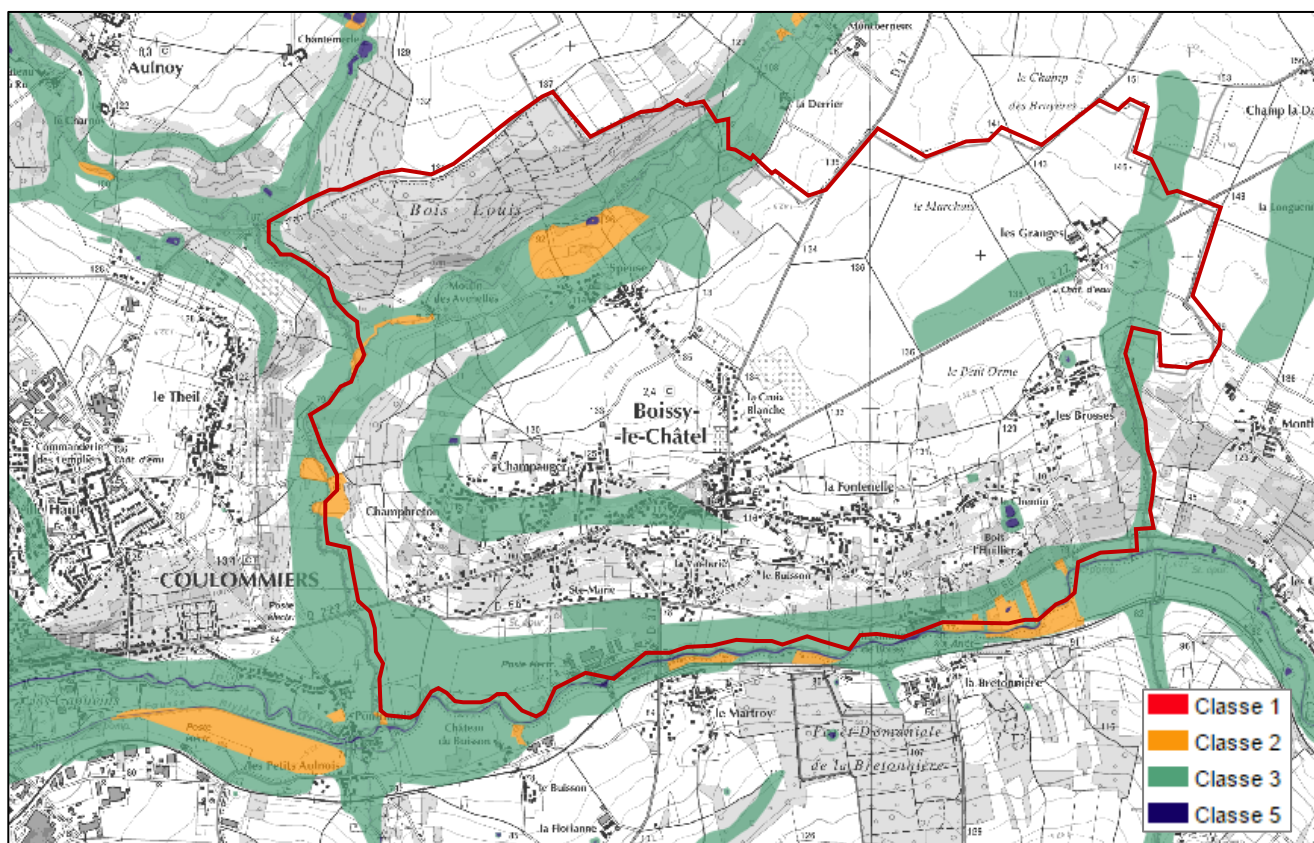
Le classement des enveloppes d'alerte potentiellement humides en région Ile de France déterminé par la DRIEE est présenté dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Enveloppes d'alerte zones humides (Source : DRIEE)

Classe	Type d'information
<b>Classe 1</b>	<b>Zones humides de façon certaine</b> et dont la délimitation a été réalisée par des diagnostics de terrain selon les critères et la méthodologie décrits dans l'arrêté du 24 juin 2008 modifié
<b>Classe 2</b>	<b>Zones dont le caractère humide ne présente pas de doute</b> mais dont la méthode de délimitation diffère de celle de l'arrêté : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Zones identifiées selon les critères de l'arrêté mais dont les limites n'ont pas été calées par des diagnostics de terrain (photo-interprétation)</li> <li>- Zones identifiées par des diagnostics de terrain mais à l'aide de critère ou d'une méthodologie qui diffère de celle de l'arrêté</li> </ul>
<b>Classe 3</b>	Zones pour lesquelles les informations existantes laissent présager une <b>forte probabilité de présence de zone humide</b> , qui reste à vérifier et dont les limites sont à préciser
<b>Classe 4</b>	Zones présentant un <b>manque d'information</b> ou pour lesquelles les informations existantes indiquent une faible probabilité de zone humide.
<b>Classe 5</b>	Zones en eau, <b>ne sont pas considérées comme des zones humides</b> .

Selon ce classement, la commune de Boissy-le-Châtel présente les caractéristiques suivantes :

Figure 7 : Carte des zones d'alerte

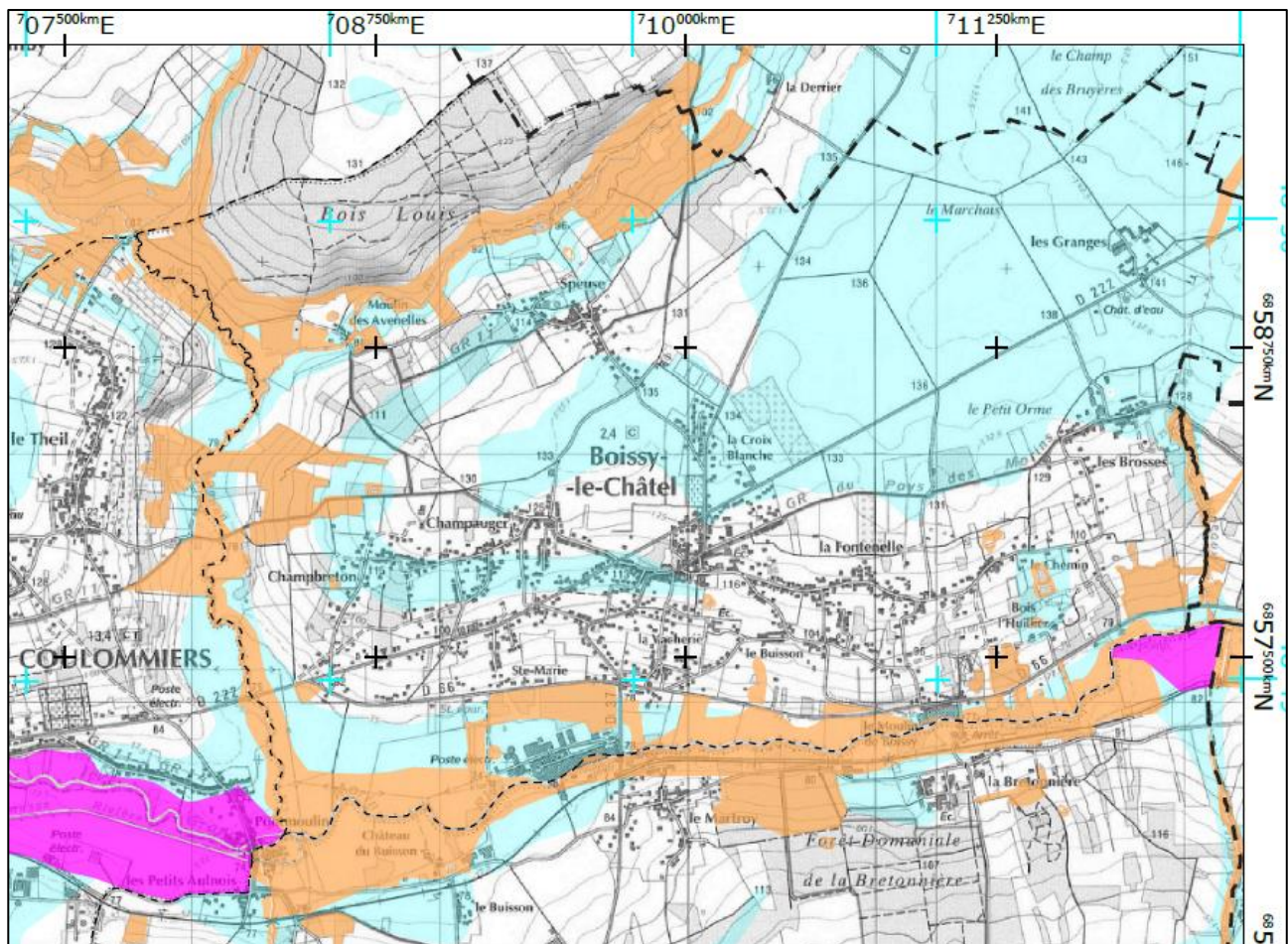


Les zones humides les plus probables sont situées tout au long du Grand Morin et des différents cours d'eau. Une bande apparaît au centre du bourg (correspond à des observations de résurgences de sources ?).











Ces zones humides sont intégrées dans le sage des Deux Morin (cf. extrait cartographique ci-après).

Figure 8 : Sage des 2 Morin, secteurs à enjeux humides



## SAGE DES 2 MORIN ATLAS DES SECTEURS A ENJEUX HUMIDES

### LEGENDE

- |   |  |   |                         |
|---|--|---|-------------------------|
|  | Secteurs à enjeux humides  |  | Limite de commune       |
|  | Secteurs à enjeux humides prioritaires pour les inventaires  |  | Limite de canton        |
|  | Enveloppe de probabilités de présence de zones humides non retenues comme secteur à enjeux humides |  | Limite d'arrondissement |
|   |  |  | Limite de département   |
|   |  |  | Limite du SDAGE         |

Les « **secteurs à enjeux humides** » constituent des secteurs sur lesquels la problématique zones humides revêt une importance particulière vis-à-vis des fonctions et services rendus qui leur sont associés et qu'il convient de préserver (rôle dans la gestion de l'eau et lié à l'atteinte des autres objectifs du SAGE).

L'analyse des pressions (population, urbanisation, prélèvements d'eau, drainage) au sein de ces secteurs a permis de définir des **secteurs à enjeux humides prioritaires**, qui sont donc à protéger ou restaurer en priorité. Ces zones sont situées en amont et aval immédiats de Boissy-le-Châtel.

## 4.5 CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES

### 4.5.1 Risque de retrait gonflement des argiles

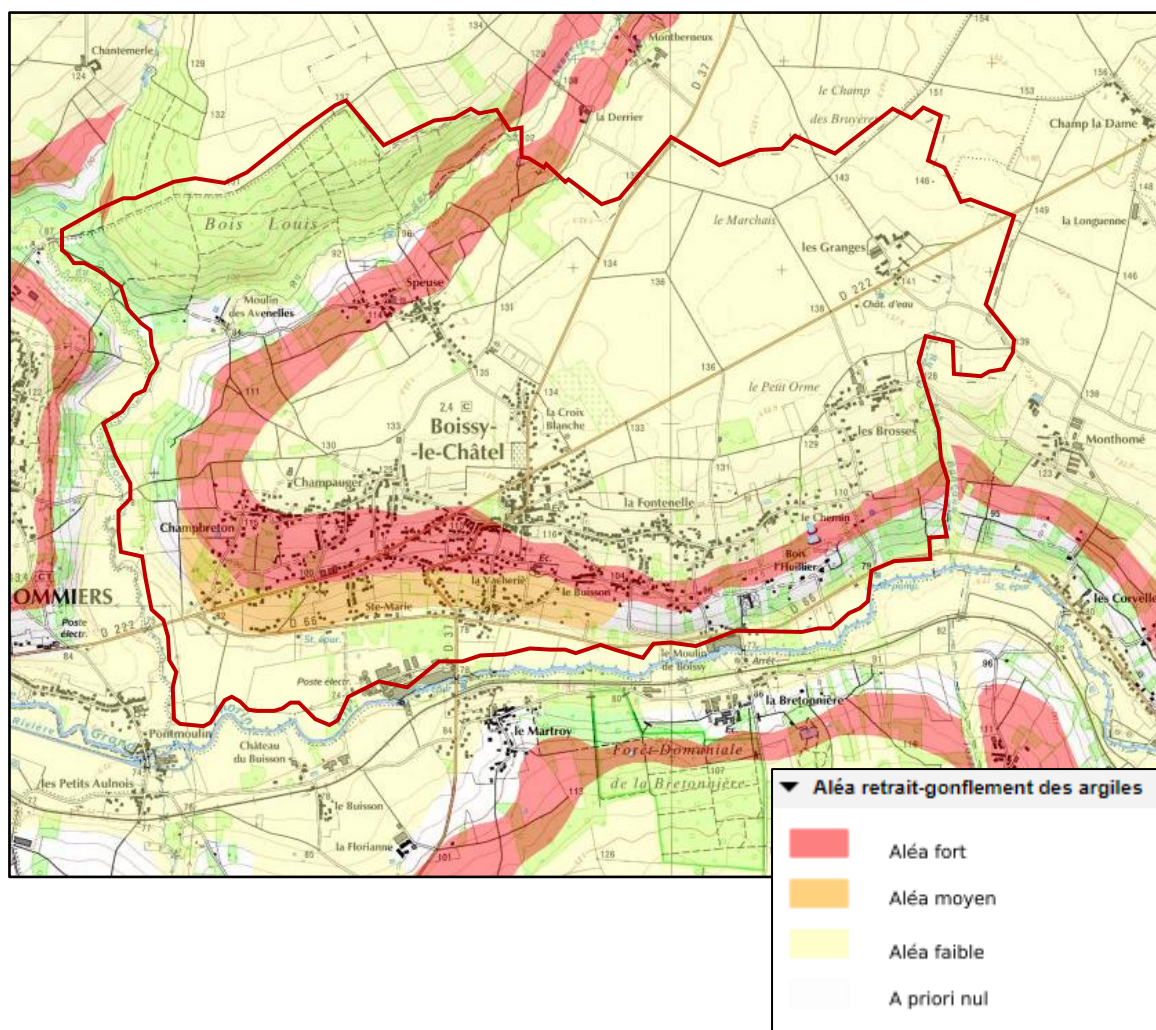
Les variations de teneur en eau des argiles entraînent des variations de volume, dont l'amplitude peut être parfois importante. Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ». En été, la tranche superficielle de sol, sur 1 à 2 m de profondeur, est soumise à l'évaporation ce qui provoque un assèchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles » qui entraîne des mouvements de terrain importants. Par ailleurs, la présence de drains et surtout d'arbres accentue l'ampleur du phénomène en augmentant l'épaisseur de sol asséché. **Ces mouvements de terrain peuvent être responsables de cassures ou de fuites sur les réseaux d'eau potable.**

La commune de Boissy-le-Châtel fait partie des communes qui peuvent subir des épisodes de tassements dus au gonflement/retrait des argiles. Ce risque est directement lié aux conditions météorologiques et notamment aux précipitations.

Les coteaux du Grand Morin sont les secteurs les plus exposés à ce risque sur la commune.

Ce type de risque n'engendre pas d'inconstructibilité des terrains mais nécessite des procédés particuliers s'agissant de l'étude préalable des sols et de la construction.

Figure 9 : Aléa retrait gonflement des argiles (Source : BRGM)



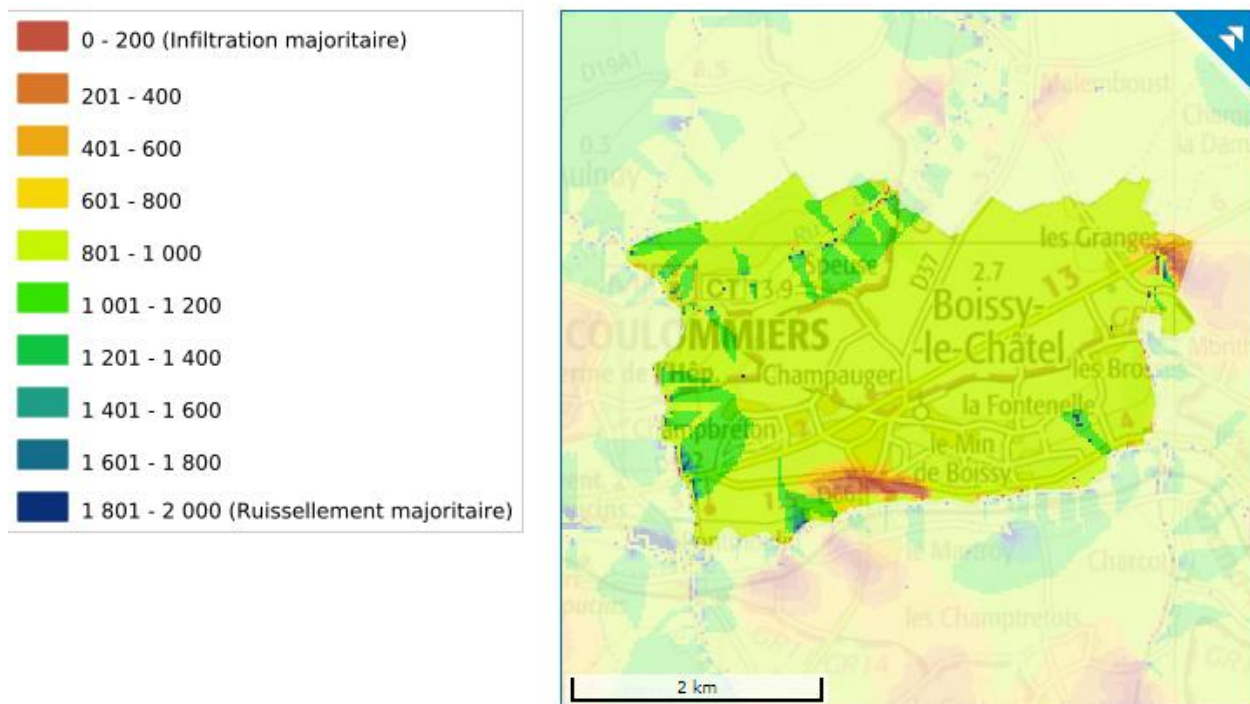


#### 4.5.2 Vulnérabilité

Le BRGM a créé un indicateur spatial traduisant l'aptitude des formations du sous-sol à laisser ruisseler ou s'infiltrer les eaux de surface. Il réalise ainsi des cartes simplifiées au 1/50.000 de vulnérabilité aux pollutions diffuses.

L'extrait de carte ci-après présente les résultats pour Boissy ; les zones les plus favorables à l'infiltration se situent en bas de coteau. Le territoire de Boissy se situe globalement dans la moyenne de l'échelle du BRGM.

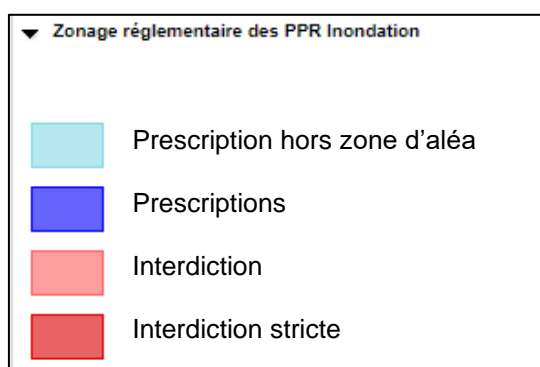
Figure 10 : Vulnérabilité





La commune est concernée par le PPRI de la vallée du Grand Morin amont de Meilleray à Dammartin-sur-Tigeaux (approuvé par arrêté préfectoral 2010/DDT/SEPR/487 du 29 décembre 2010).

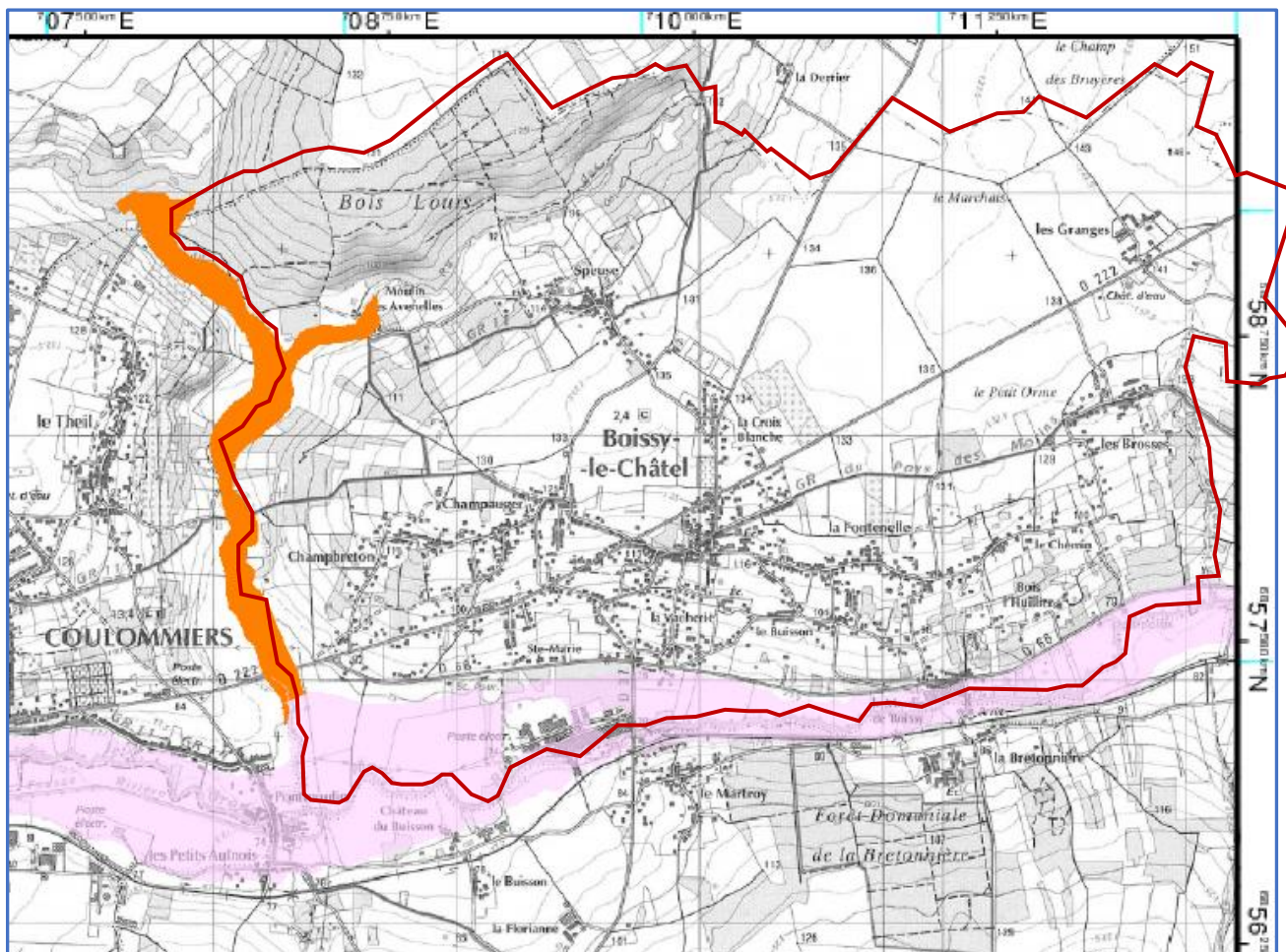
The map shows the commune of Boissey-le-Château, outlined in red. The town of Boissey-le-Château is centrally located, with the Bois Louis forest to its north. The Seine river flows along the southern boundary. To the west is the town of Coulommiers, and to the north is Aulnoy. Various hamlets and landmarks are labeled, including le Theil, Champbreton, la Fontenelle, and the Bois de la Bretonnière. The map also shows the Bois de la Bretonnière and the Bois de la Bretonnière.



Ce programme a pour objectif de promouvoir une gestion intégrée des risques d'inondations en vue de réduire leurs conséquences dommageables sur la santé humaine, les biens, les activités économiques, et l'environnement.





L'extrait cartographique ci-après (issu de l'Atlas cartographique des zones d'expansion de crues, SAGE des Deux Morin) reprend les limites de ce PPRI et intègre également la zone naturelle d'expansion de crue des rus du Roqnon et de l'Orgeval, à l'ouest du territoire de Boissy.

Figure 12 : Sage des deux Morin : zones d'expansion de crue



## SAGE DES 2 MORIN ATLAS DES ZONES D'EXPANSION DE CRUES

### Légende

- ..... Limite du SAGE des Deux Morin
-  Zones inondables (ZI)
-  Zones naturelles d'expansion de Crues
-  Secteurs à aléas identifiés par les plans de prévention des risques (PPRI)
-  Secteurs à aléas identifiés par les plans de surfaces submersible (PSS)

Les zones d'expansion de crue sont définies (PGR) comme un espace naturel ou non où se répandent les eaux lors du débordement des cours d'eau (stockage momentané des volumes).

L'article 6 du règlement du SAGE des 2 Morin s'applique aux zones d'expansion non couvertes par un PPRI (zone en orange sur l'atlas) ; il a pour objet de protéger ces zones d'expansion (rappel de la réglementation, et définition des conditions d'autorisation de tout projet).



## 4.6 CATASTROPHES NATURELLES

La commune de Boissy-le-Châtel a été affectée par plusieurs évènements donnant lieu à la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle :

- 3 de type « Inondations et coulées de boues » : en 1992, 1996 et 2016
- 5 « Mouvements de terrains » (sécheresse et réhydratation des sols) : en 1993, 1998, 1999, 2010 et 2012.

Date	Objet de l'arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle
24 décembre 1992	Inondations et coulées de boue du 8 juin 1992
25 janvier 1993	Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse de janvier 1991 à septembre 1992
17 juillet 1996	Inondations et coulées de boue du 18 mai 1996
12 mars 1998	Mouvements de terrain différentiels de mars 1995 à juin 1997 consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols
16 avril 1999	Mouvements de terrain différentiels de juillet 1997 à décembre 1998 consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols
13 décembre 2010	Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols du 1er janvier 2009 au 30 juin 2009
11 juillet 2012	Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols du 1er avril 2011 au 30 juin 2011
15 juin 2016 (complété par AR du 16 septembre 2016)	Inondations et coulées de boue du 28 mai 2016 au 5 juin 2016

*Remarque : l'état de catastrophe naturelle n'a pas été retenu pour les 2 évènements récents en 2017 et 2018, respectivement pour des mouvements de terrain et inondations/coulées de boue.*

**Concernant les inondations et coulées de boues** : ce problème est notamment signalé pour des maisons de la rue Saint-Laurent et de la rue Neuve. Il s'agirait de ruissellements lors d'épisodes pluvieux importants en provenance du plateau.

## SITUATION DE L'ASSAINISSEMENT

---

Jusqu'au 01/01/2020, la commune de Boissy-le-Châtel avait transféré au SIANE (Rebais) la compétence Assainissement Collectif et Assainissement Non Collectif.

Depuis le 01/01/2020, c'est la CACPB qui assure cette compétence, et l'exploitation a été confiée à la SAUR (DSP)

## 5. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

### 5.1 PRESENTATION DU SERVICE

#### 5.1.1 Nombre d'abonnés assujettis et assiette de la redevance assainissement

Selon les données fournies par la commune (fichier transmis en mars 2019), le nombre d'abonnés assujettis à la redevance assainissement en 2018 et la consommation s'établissent à :

Tableau 3 : Nombre d'abonnements et assiette de la redevance (source : commune)

	2018
Abonnés AC	1 132
Estimation du nombre d'habitants desservis en AC (2,3 hab./logement)	2 600
Volume assujetti (m³)	86 088

Le ratio de consommation s'établit à 76 m³/abonné et correspond à un secteur rural. Il n'existe pas de rejets recensés d'effluents d'établissements de type industriel aux réseaux de collecte des eaux usées. Les activités recensées sont essentiellement localisées dans la ZAC des 4 Arpents.

#### 5.1.2 Les réseaux et ouvrages

La collecte est mixte, avec un réseau Unitaire (40 % du réseau de collecte des EU) essentiellement sur la partie ouest du territoire.

Tableau 4 : Caractéristiques des réseaux

	Détail	Mise à jour 2019
Réseaux	Linéaire de réseau Eaux Usées (ml)	9 975 m
	Linéaire de réseau Unitaires (ml)	6 858 m
	Linéaire de réseau Eaux Pluviales (ml)	16 231 m
	<b>TOTAL Gravitaire</b>	<b>33 064 m</b>
	Refoulement (PR Moulin)	623 m
Ouvrages	Poste de refoulement/relèvement	4 PR
	Déversoir d'orage ou Trop Plein	<b>9 u</b>
	Bassin tampon (d'orage)	1
	Bassin de rétention des eaux pluviales	2



→ La structure hydraulique du réseau d'eaux usées est conditionnée par la topographie qui permet un écoulement gravitaire de la quasi-totalité des secteurs de Boissy, à l'exception de la partie Est de la commune, qui est reprise par un poste de refoulement (Moulin).

Le PR Boissy est implanté sur le site de l'ancienne station d'épuration, et refoule vers le réseau de Coulommiers (RD 66), avec une valeur limitée de débit.

### **Postes de refoulement**

Il existe trois PR pour les Eaux Usées et un pour les Eaux Pluviales, auxquels s'ajoute un PR privé pour le moulin de Boissy (Galleria continua).

*Tableau 5 : Postes de refoulement*

Nom d'usage	Type	Mise en service	Pompe	Equipement Trop plein	Observations
PR Moulin (Gare)	EU	1983 - 1984	2 pompes 19 m³/h	Régulation : 1 sonde + 1 poire 1 TP ! Oui	Refoulement vers UN rue du Buisson (623 m)
PR Poiriers	EU	2020 ?	Nc	Nc	Relèvement vers EU rue de Speuse
PR Boissy	EU	2015	2 pompes 2*40 m³/h	Régulation : 4 poires de niveau 1 TP avec débitmètre	Refoulement vers réseau de Coulommiers (1 750 m)
PR Boissy	EP	2015	2 pompes	Régulation : 1 sonde + 1 poire 1 TP (voir PR EU)	Alimentation du bassin d'orage

*Remarque : sur le site de l'ancienne Step sont situés le PR Boissy EU et EP, et le bassin d'orage (200 m³), alimenté par le PR EP (lui-même alimenté par surverse du PR EU)*

### **Déversoir d'orage ou Trop plein**

Le tableau ci-dessous reprend le calcul du nombre d'habitants en amont de chaque Déversoir d'Orage ou Trop plein.

*Tableau 6 : Déversoirs d'orage et Trop plein*

Ouvrage	Nombre d'abonnés	Nombre d'habitants
DO 1	297	685
DO 2	11	25
DO 3 et DO 4	118	272
DO 5	114	263
DO 6	Réseau 'EP'	-
PR Moulin (trop plein)	132	304
Rue PR Moulin (trop plein)	132	304
<b>PR Boissy (trop plein)</b>	<b>1 132</b>	<b>2 611</b>

*Remarque : Le DO6 est situé sur l'ancien réseau Unitaire de la rue des Papeteries, reconverti en réseau EP.*

La réglementation <sup>(1)</sup> impose une autosurveillance pour les déversoirs d'orage dont la charge amont est supérieure ou égale à 120 kg/j de DOB5 (2 000 EH).

Le PR Boissy collectant l'ensemble des secteurs, le nombre d'habitants est estimé à 2 611, et sur la base d'un ratio de 0,8 EH par habitant, la charge serait de l'ordre de 2 100 EH.

Seul le trop plein du PR Boissy relève donc de cette obligation d'autosurveillance (équipement installé).

### **Bassins de rétention des EP**

Quatre bassins de rétention des eaux pluviales permettent une régulation des rejets.

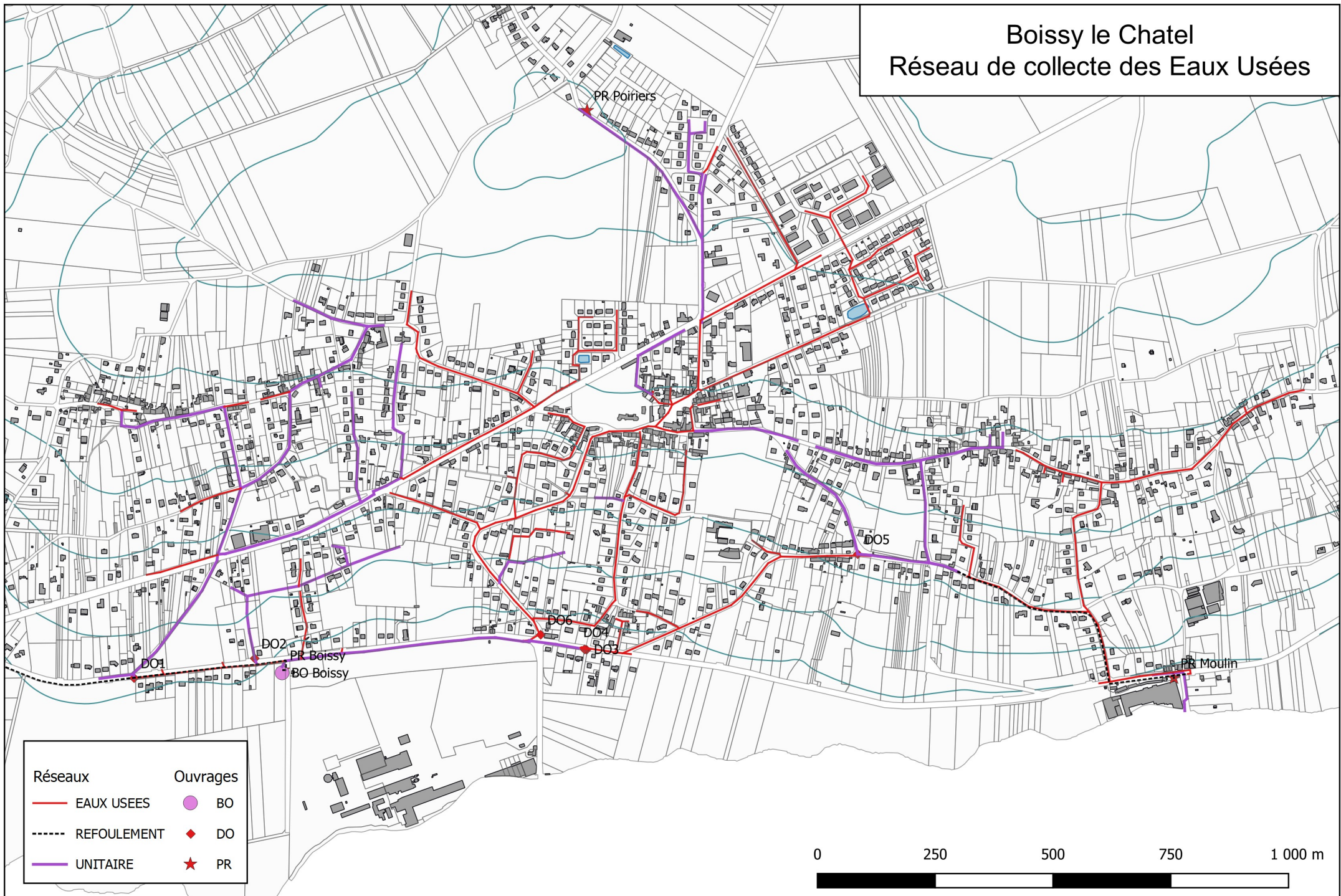
Intitulé	Capacité	Exutoire
Domaine de la Source	23 m <sup>3</sup>	Réseau EP de l'avenue de Gaulle
Champ Pilard	1 300 m <sup>3</sup> Débit de fuite : 275 l/s	Réseau EP de la rue des Carrières → rue de la Vacherie (DO3)
Les Poiriers	100 m <sup>3</sup> <i>pour Eaux de voirie, trottoirs et stationnement</i> Régulation à 3 l/s	En cours d'aménagement – 26 lots fossé au nord de Speuse <i>Traitement à la parcelle des EP</i>
Le Pré des Granges	NC	En cours d'aménagement – 6 lots (≈0,7 ha) Réseau EP : exutoire RD 222

---

<sup>1</sup> Arrêté du 21 juillet 2015, relatif aux systèmes d'assainissement et installations d'assainissement non collectif de plus de 20 Equivalent-habitants

# Boissy le Chatel

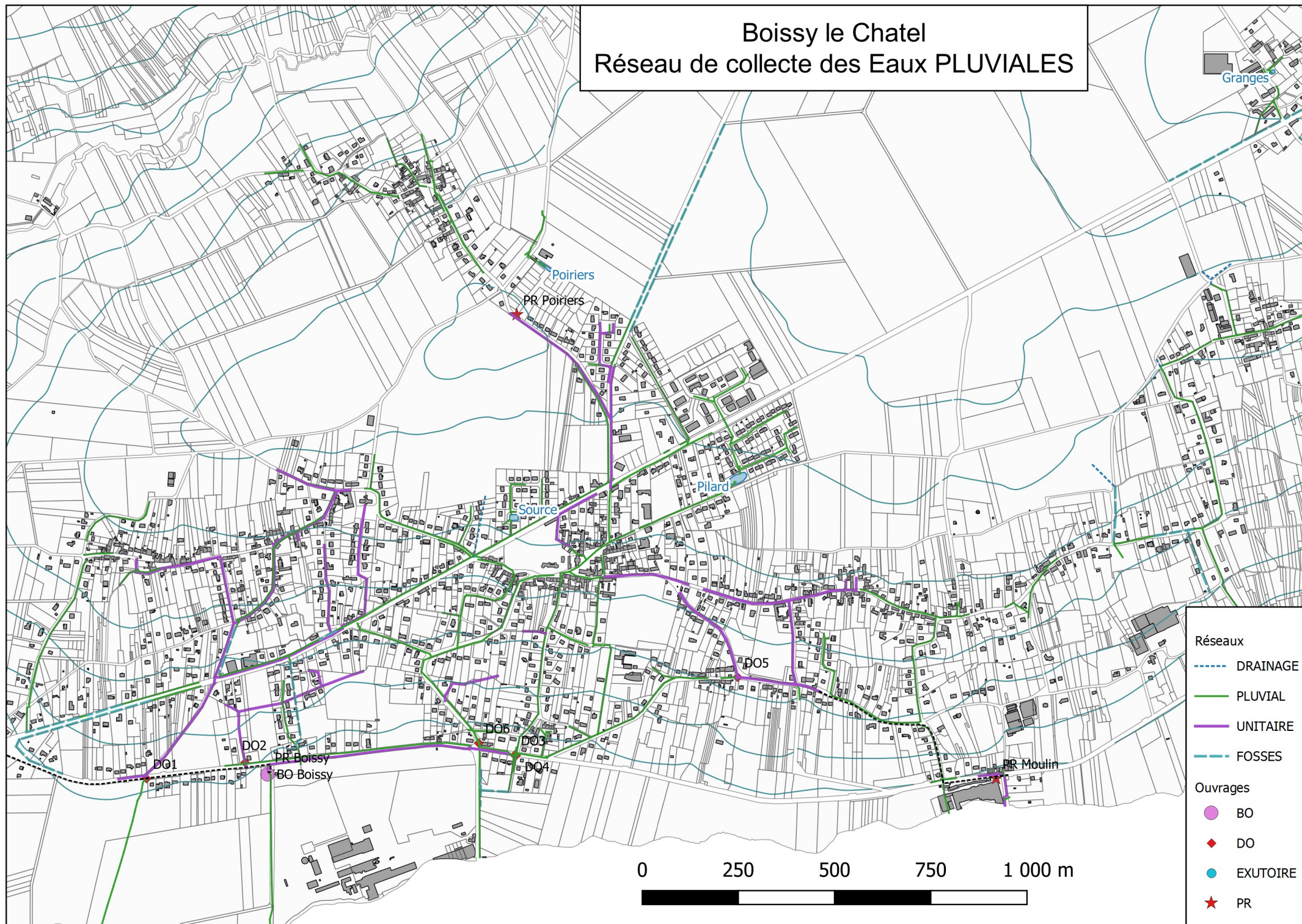
## Réseau de collecte des Eaux Usées





# Boissy le Chatel

## Réseau de collecte des Eaux PLUVIALES



## 5.2 BILAN DE FONCTIONNEMENT

Les dysfonctionnements constatés sont liés à l'état des collecteurs et à la nature mixte du système de collecte :

- Apports d'eaux claires (dans le système de collecte des eaux usées (collecteurs séparatifs EU ou Unitaire, en mauvais état)
- Inversions de branchements dans le **secteur séparatif**,
- Apports importants par temps de pluie **dans les réseaux unitaires**, engendrant des mises en charges ainsi que des débordements malgré les déversoirs d'orage existants, **et problèmes de ruissellement**.

### Etude de SDA SAFEGE (2000-2001)

C'est à l'issue de cette étude qu'ont été définis :

- Un programme de travaux comportant de nombreuses opérations de mise en séparatif, la réhabilitation de certains réseaux, le raccordement sur la station d'épuration de Coulommiers (y compris bassin d'orage) :
  - **l'ensemble de ces travaux a été réalisé entre 2004 et 2015**
- La définition du zonage d'assainissement des EU, avec travaux de raccordement pour les différents hameaux (Champbreton, Brosses, Granges et Speuse)
  - **aucuns travaux de raccordement n'ont été réalisés.**

### Etude de faisabilité HYDRATEC (2018-2019)

Suite au constat de débordements des réseaux sont constatés sur le bas de la rue du Buisson, sur la rue du Morin ainsi que la rue de la Ferté Gaucher, la commune a confié à en 2017 la société Hydratec une **étude de faisabilité en vue de supprimer les inondations rue de la Ferté Gaucher, et les apports d'eaux claires parasites.**

Concernant la suppression des inondations :

- Des aménagements ont été proposés : restructuration de la collecte, création de DO et changements d'exutoires, avec une estimation théorique des volumes à évacuer (modélisation simplifiée effectuée sans calage par des mesures)
  - **La conclusion rappelle que le modèle est une représentation simplifiée et que des hypothèses ont dû être envisagées (exemple : profondeur de réseau). Il est donc nécessaire de créer un modèle complet (campagnes de mesure et calage) afin de s'assurer de la cohérence des simulations**

Concernant la suppression des eaux claires parasites :

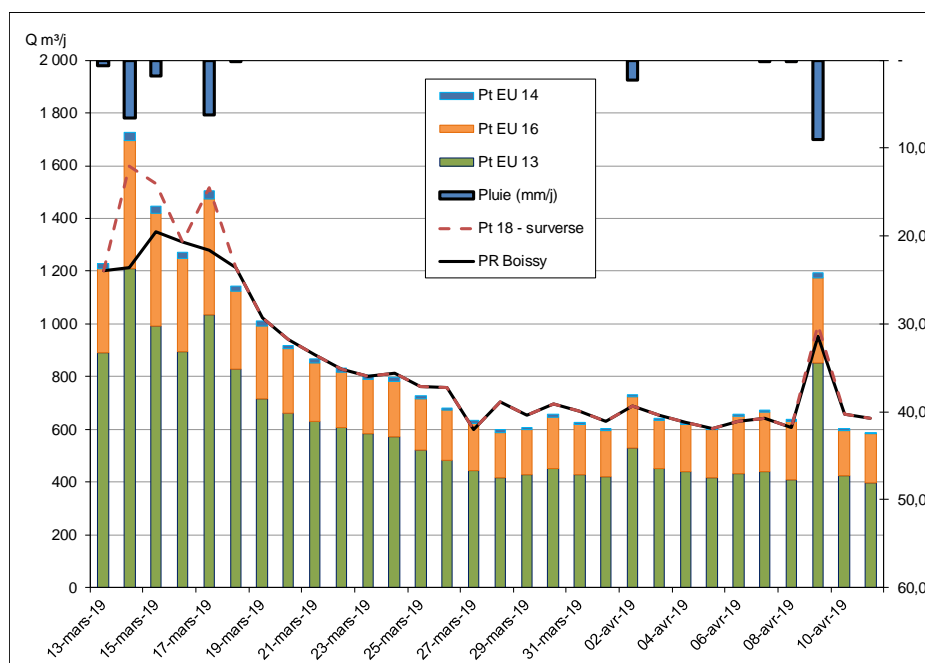
- Les inspections nocturnes ont permis de mettre en évidence quelques rejets ponctuels et de définir un programme d'ITV sur 2 500 m. Un programme de travaux a été établi : réhabilitation par opérations ponctuelles, sur 3 rues, remplacement sur 91 m rue du Morin et chemisage sur 450 m rue de Champauger et Croix Rouge
  - **aucuns travaux n'ont été réalisés.**



## Etude de mise à jour du SDA – Test Ingénierie (2019-2021)

Plusieurs types de prestations ont été réalisées afin de sectoriser les désordres et d'identifier leur origine.

Figure 15 : Evolution des débits pendant la campagne de mesure (mars-avril 2019)



Ce suivi montre l'importance des volumes collectés vers le PR Boissy (= aval de la commune) :

- Par temps sec, les volumes d'Eaux claires Parasites sont estimés à plus de 600 m³/j (et peuvent dépasser 900 m³ en fin de période pluvieuse et de nappe haute pour un volume d'EU de 280 m³/j)
- Par temps de pluie, les apports pluviaux sont dirigés en partie vers le PR Boissy (stockage éventuel dans le bassin d'orage), en partie surversés vers le milieu naturel, en fonction des mises en charge de réseaux

Cette surcharge hydraulique peut également générer des inondations (bas de coteau, rue de la Ferté Gaucher)

La modélisation hydraulique des réseaux a permis d'étudier différentes solutions : la mise en séparatif du reste du bourg a ainsi été retenue, en parallèle d'un programme de travaux de réhabilitation sur diverses voies, avec pour objectif :

- Réduire les apports d'eaux claires d'au moins 50 %
- Réduire les apports pluviaux et les rejets au milieu naturel : mise en séparatif et suppression de 4 déversoirs d'orage (DO3,4,5,6) et d'un trop plein (rue du Buisson) à terme, et supprimer les débordements et inondations.

Le programme de travaux retenus (cf. annexe 1), d'un montant total de l'ordre de 4,5 millions d'euros, s'étale sur 5 ans, et devrait débuter en 2022.

	ANNEE 1	ANNEE 2	ANNEE 3	ANNEE 4	ANNEE 5
Réhabilitation	<b>254 900 €</b>	/	<b>250 800</b>	<b>472 900 €</b>	<b>620 600 €</b>
Voies	Champauger, Morin, Buisson Gain du Bois		Beaunes, Eglise Gain du Bois	Carrières et diverses voies	Courandaine, Morin, Beaunes
Mise en séparatif et restructuration		<b>965 000 €</b>	<b>467 800 €</b>	<b>1 390 000 €</b>	
Voies		Croix Blanche	Chateau / Grange aux Dimes	Amont DO5	
<b>Mise en séparatif et restructuration</b>	<b>254 900 €</b>	<b>965 000 €€</b>	<b>717 800 €</b>	<b>1 862 900 €</b>	<b>620 600 €</b>

## 6.1 SITUATION

Les bilans effectués depuis 2013 montrent un taux de contrôle de plus de 97 % (total de 283 contrôles sur 291 installations).

	NON CONFORME (NC)		CONFORME sous réserve		CONFORME		
	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3	Priorité 4	Priorité 5	NON CONTRÔLE	TOTAL
2013	7	23	192	18	36	4	280
2017	7	37	167	18	46	15	290
2018	8	33	185	18	39	8	291

### EVOLUTION DES INSTALLATIONS

A bar chart titled 'EVOLUTION DES INSTALLATIONS' comparing the number of installations across seven categories for three years: 2013 (blue), 2017 (orange), and 2018 (grey). The categories are PRIORITE 1, PRIORITE 2, PRIORITE 3, PRIORITE 4, PRIORITE 5, NON CONTRÔLE, and TOTAL. The y-axis represents the number of installations, with values ranging from 4 to 291. The chart shows a general increase in installations over time, particularly in the 'TOTAL' and 'NON CONTRÔLE' categories.

Catégorie	2013	2017	2018
PRIORITE 1	7	7	8
PRIORITE 2	23	37	33
PRIORITE 3	192	167	185
PRIORITE 4	18	18	18
PRIORITE 5	36	46	39
NON CONTRÔLE	4	15	8
TOTAL	280	290	291

Ces secteurs ayant été zonés en zone d'assainissement collectif, une étude comparative des solutions d'assainissement de ces secteurs était prévue dans l'étude de mise à jour de schéma.

<sup>(2)</sup> Taux calculé = (priorité 3 + priorité 4 + priorité 5) / nombre d'installations contrôlées

## 6.2 CONTEXTE PEDOLOGIQUE

### a) Etude de SDA antérieure

Une étude de sol a été réalisée sur l'ensemble des secteurs de la commune lors du SDA du BE Safege (2000) ; l'aptitude des sols a été estimée en deux temps :

- Campagne d'électromagnétisme : reconnaissance de l'homogénéité générale des sols
- Réalisation d'une campagne de sondages (total de 45) et de tests d'infiltration (18), avec utilisation de la méthode 'serp' pour codifier les sols, et perméabilité calculée selon la méthode Porchet.

Secteur	Sondages Test d'infiltration	Conclusion	Type de filières préconisées
Champbreton <i>ouest du bourg</i>	10 4	Limons bordure plateau mais traces hydromorphie à faible profondeur Versants : limons argileux et argile, traces hydromorphie à faible profondeur	<u>Partie haute</u> : épandage souterrain <u>Versant</u> : tertres d'infiltration
Bois l'Huilier <i>Est du bourg</i>	11 4	Présence d'argile sauf bordure plateau (limons) et traces hydromorphie à faible profondeur sur tout le secteur	Tertres d'infiltration
Les Granges	7 2	Limon des plateaux sauf zone argileuse centre hameau (ancienne mare) Nappe phréatique à faible profondeur	Tertres d'infiltration
Les Brosses	8 4	Sondages : limon moyen, mais présence d'argile limoneuse ou d'argile. Traces hydromorphie à faible profondeur	Tertres d'infiltration
Speuse	7 3	Limons des plateaux, traces d'hydromorphie sauf partie amont du plateau mais perméabilité médiocre	<u>Zone amont</u> : épandage souterrain <u>Versant</u> : tertres d'infiltration
Avenelles	2 1	Limon alluvionnaire, avec traces d'hydromorphie	Tertres d'infiltration

Les conclusions sont donc :

Secteur	Définition
Type 1 (vert)	Aptitude à l'épandage souterrain (tranchées d'infiltration dans le sol en place)
Type 2 (bleu)	Aptitude à l'épandage souterrain dans un sol reconstitué (tranchées sur sol reconstitué, filtre à sable ou tertre d'infiltration)
Type 3 (rouge)	Aptitude à l'épandage par un massif sableux drainé (filtre à sable étanche drainé et rejet en milieu superficiel ou par puits d'infiltration)

Cf. extrait cartographique en annexe 2.

### b) Etudes réalisés par le SPANC (2013-2018)

Un échantillon des études a été transmis pour les différents secteurs ; il indique des caractéristiques de sol homogènes : à l'exception d'une habitation, les préconisations de traitement correspondent à une filière en sol reconstitué.

RUE	Numéro	Hydromorphie en cm	Perméabilité en mm/h	PRECONISATION
RUE DES TILLEULS	2			Filtre à sable vertical drainé
CHEMIN DES MURAILLES	2		10	Filtre à sable vertical drainé
RUE DES AVENELLES	33	80	38 à 57	Filtre à sable vertical drainé
RUE DE SPEUSE	25		2	Filtre à sable vertical drainé
RUE DE SPEUSE	25 TER	60	18	Filtre à sable vertical drainé
CHEMIN DU BOUILLANT	9		4 à 8	Filtre à sable vertical drainé
AVENUE CHARLES DE GAULLE	89		8 à 24	Filtre à sable vertical drainé + tranchées de dispersion
CHEMIN DE LA FONTAINE	5		0	Filtre à sable vertical drainé
RUE DU BOIS L'HUILLIER	36		1	Filtre à sable vertical drainé
RUE HAUTE	10		6	Filtre à sable vertical drainé
RUE DES BROSSES	12			Filtre compact
RUE DES BROSSES	3		15	Filtre à sable vertical drainé
ROUTE DE REBAIS	64	100	40 à 70	Tranchées d'épandage à faible profondeur

Les observations sont comparables à celles de l'étude de SDA de Safege : les sols sont globalement peu favorables à l'infiltration.

### 6.3 SCENARII ETUDIES

Les scénarii envisagés pour ces secteurs actuellement assainis en Non Collectif (absence de structures collectives) se sont appuyés sur les 2 modes d'assainissement envisagés :

- **Le Non collectif** : réhabilitation des installations actuelles (intégration des données pédologiques et des données du SPANC) ;
- **Le collectif** : selon 2 schémas avec soit le raccordement sur le réseau actuel du bourg soit un traitement par une station d'épuration spécifique.

#### Précision sur le Scénario 3 Collectif de raccordement sur les réseaux du bourg.

Ce scénario est envisagé sous RESERVE :

- De réalisation de travaux sur les réseaux actuels (saturation hydraulique)
- De capacité disponible de la station d'épuration de Coulommiers



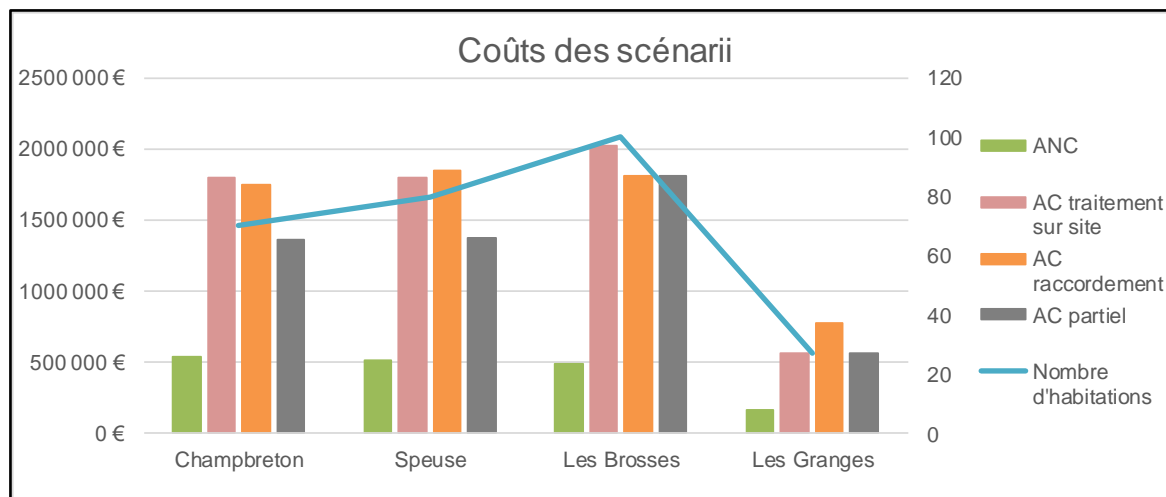
Les différents scénarii ont donc été étudiés pour chaque hameau ou secteur (des variantes pouvant être proposés en fonction de la densité des habitations pour un secteur donné), en intégrant les éventuelles futures habitations.

### Estimation des coûts

L'estimation des coûts d'investissement correspond au **montant total des travaux**, c'est-à-dire incluant la partie publique et la partie privée des travaux à prévoir

Tableau 7 : Coûts totaux des scénarii par secteur

Secteur	Nombre d'habitations	ANC	AC traitement sur site	AC raccordement	AC partiel
Chambretton	70	538 000 €	1 795 900 €	1 747 800 €	1 363 200 €
Speuse	80	516 000 €	1 796 900 €	1 851 200 €	1 370 800 €
Les Brosses	100	485 000 €	2 020 200 €	1 811 900 €	1 811 900 €
Les Granges	27	160 000 €	563 200 €	771 300 €	563 200 €
<b>TOTAL</b>	<b>277</b>	<b>1 699 000 €</b>	<b>6 176 200 €</b>	<b>6 182 200 €</b>	<b>5 109 100 €</b>



Globalement, le coût de l'AC est 3 à 4 fois plus élevé que le coût de l'ANC

En parallèle, les montants d'exploitation de chaque solution ont été estimés.

Tableau 8 : Coût d'exploitation par scénario

Secteur	Nombre d'habitations	ANC	AC traitement sur site	AC raccordement	AC partiel
Chambretton	70	12 300 €/an	6 800 €/an	6 800 €/an	9 000 €/an
Speuse	80	13 600 €/an	21 100 €/an	21 100 €/an	15 000 €/an
Les Brosses	100	16 300 €/an	13 900 €/an	13 900 €/an	10 400 €/an
Les Granges	27	4 600 €/an	4 300 €/an	4 300 €/an	4 300 €/an
<b>TOTAL SECTEURS</b>	<b>277</b>	<b>46 800 €/an</b>	<b>46 100 €/an</b>	<b>46 100 €/an</b>	<b>38 700 €/an</b>

Les parts publiques et privées des travaux ont été présentées, ainsi que le ratio par Equivalent habitant (critère retenu par les financeurs pour le calcul des aides).

Tableau 9 : Coûts des travaux **en domaine public** par scénario

Secteur	Nombre d'habitations	ANC	AC traitement sur site	AC raccordement	AC partiel
Champbreton	70	0 €	1 513 400 €	1 465 300 €	1 001 200 €
Speuse	80	0 €	1 466 900 €	1 521 200 €	940 300 €
Les Brosses	100	0 €	1 642 200 €	1 406 400 €	1 406 400 €
Les Granges	27	0 €	476 700 €	683 800 €	476 700 €
<b>TOTAL</b>	<b>277</b>	<b>0 €</b>	<b>5 099 200 €</b>	<b>5 076 700 €</b>	<b>3 824 600 €</b>

Tableau 10 : Coûts des travaux **en domaine privé** par scénario

Secteur	Nombre d'habitations	ANC	AC traitement sur site	AC raccordement	AC partiel
Champbreton	70	538 000 €	282 500 €	282 500 €	362 000 €
Speuse	80	516 000 €	330 000 €	330 000 €	430 500 €
Les Brosses	100	485 000 €	378 000 €	405 500 €	405 500 €
Les Granges	27	160 000 €	86 500 €	87 500 €	86 500 €
<b>TOTAL</b>	<b>277</b>	<b>1 699 000 €</b>	<b>1 077 000 €</b>	<b>1 105 500 €</b>	<b>1 284 500 €</b>

Tableau 11 : Ratio par Equivalent habitant (par scénario)

Secteur	Nombre d'habitations	ANC	AC traitement sur site	AC raccordement	AC partiel
Champbreton	70	2 560 €/EH	8 550 €/EH	8 320 €/EH	6 490 €/EH
Speuse	80	2 150 €/EH	7 490 €/EH	7 710 €/EH	5 712 €/EH
Les Brosses	100	1 816 €/EH	7 566 €/EH	6 786 €/EH	6 786 €/EH
Les Granges	27	1 975 €/EH	6 953 €/EH	9 522 €/EH	6 953 €/EH
<b>TOTAL SECTEURS</b>	<b>277</b>	<b>2 125 €/EH</b>	<b>7 640 €/EH</b>	<b>8 085 €/EH</b>	<b>6 485 €/EH</b>

### Conclusion :

- Le montant d'exploitation annuel est comparable pour chaque solution.
- Globalement, le coût d'investissement pour la création de l'Assainissement Collectif est 3 à 4 fois plus élevé que le coût de l'Assainissement NON Collectif.
- △ Rappel : le réseau actuel de collecte des EU présente des surcharges hydrauliques importantes, qu'il est nécessaire de supprimer au préalable à une extension de réseau (voir programme de travaux sur le secteur collectif).

## ZONAGE DES EAUX USEES

---

## 7. CADRE REGLEMENTAIRE

### Rappel des obligations

Les caractéristiques et obligations de chacun des systèmes sont rappelées ci-après :

	Assainissement Collectif	Assainissement Non Collectif
<b>Appartenance des ouvrages</b>	<b>Collectivité :</b> ouvrages de collecte et de traitement : (hors partie privative des branchements)	<b>Particuliers</b> totalité des installations
<b>Obligations de la commune</b>	<b>Obligations</b> de construction, de contrôle, et d'entretien des ouvrages en domaine public <b>Obligation</b> de contrôle de la conformité des raccordements en domaine privé	<b>Obligations</b> de contrôle de la conception et de l'entretien Possibilité de prise en charge de l'entretien
<b>Obligations du particulier</b>	<b>Obligation de raccordement pour les EU</b> Le rejet des EP à un réseau existant n'est pas obligatoire : en cas de réseau existant, la commune définit les conditions de raccordement (réseau unitaire ou séparatif)	<b>Obligation</b> de se doter d'une installation conforme (à la réglementation en vigueur lors de la création du dispositif) <b>Obligation</b> d'entretien

## 8. CHOIX DE LA COLLECTIVITE

### Rappel du zonage d'assainissement existant :

Le zonage actuel des EU a été approuvé en date du 29 mars 2002 (conseil municipal).

Le mode d'assainissement collectif avait été défini largement sur la quasi-totalité des secteurs urbanisés (dont les Granges, les Brosses, Speuse, Champbreton), mais aucune extension de réseau n'a été réalisée dans ces secteurs, à l'exception d'un collecteur EU rue de Speuse pour le lotissement

### Choix de la collectivité :

Les solutions de raccordement sur le réseau d'assainissement du Boissy-le-Châtel nécessitent au préalable de réduire les surcharges hydrauliques actuelles, pour éviter d'aggraver la situation.

Les conséquences de cette surcharge se répercutent sur le système de Coulommiers et de Mouroux.

**La priorité est donc donnée sur les investissements à prévoir pour améliorer le fonctionnement des réseaux actuels.**

**Le traitement en mode collectif des écarts pourra être traité dans un second temps et vraisemblablement à une échelle supérieure à 10 ans.**

La solution retenue vise donc le maintien de l'ANC sur tous les écarts, et le zonage de ces secteurs doit donc être précisé : zonage ANC.

**Le zonage actuel des Eaux Usées sera donc modifié.**

## 9. PROPOSITION DE ZONAGE DES EAUX USEES

### Modifications à prévoir :

Les limites du zonage collectif doivent donc être modifiées pour correspondre aux secteurs actuellement desservis par les réseaux destinés à la collecte des eaux usées.

Il s'agit donc d'exclure les hameaux du zonage collectif, et d'adapter le zonage collectif aux parcelles effectivement desservies.

Les principales modifications du zonage portent sur donc :

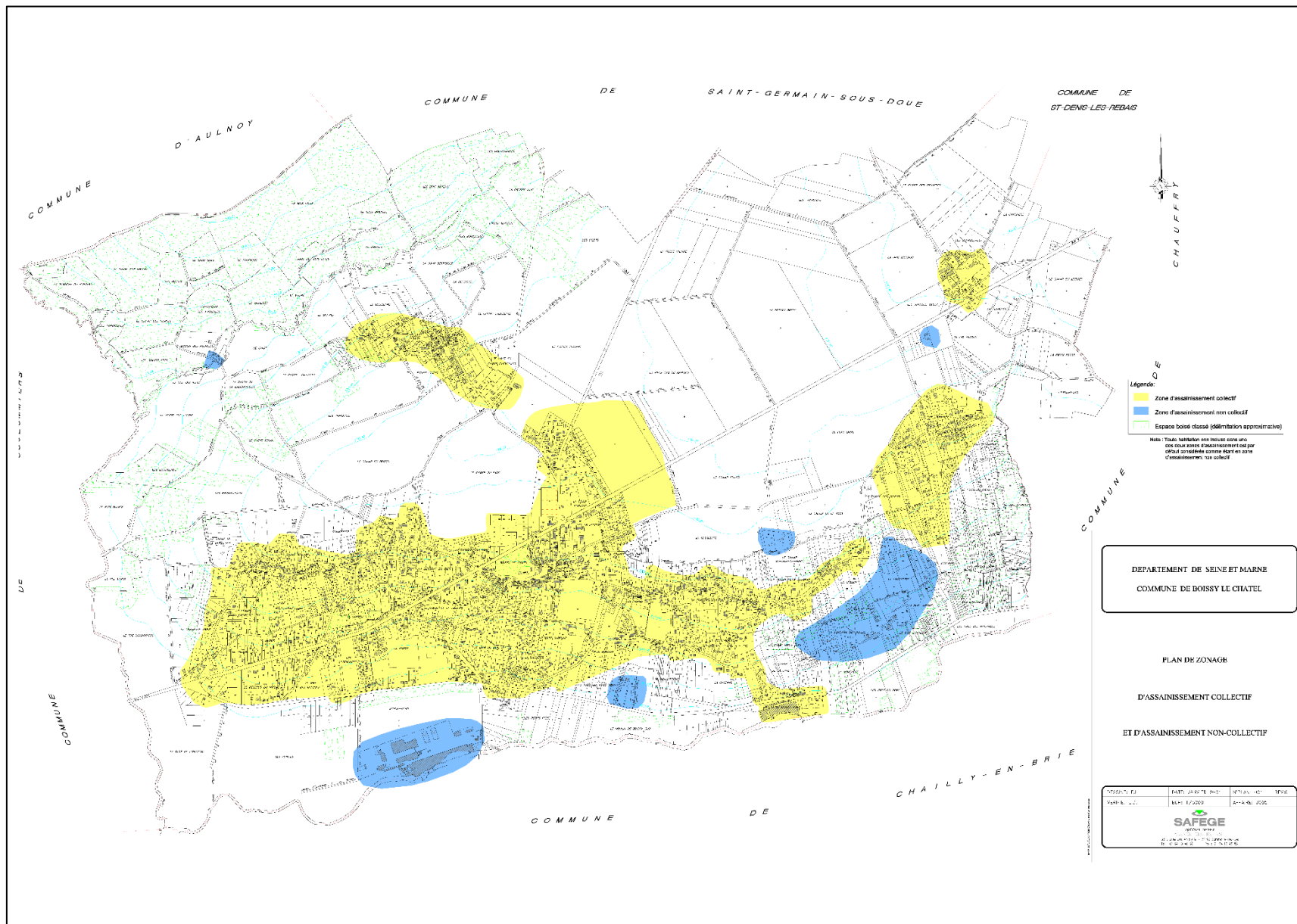
Secteur	Zonage 2002	Zonage proposé en 20020
Bourg	Collectif	Collectif
Champbreton	Collectif	Non Collectif
Speuse	Collectif	Non Collectif
Les Brosses	Collectif	Non Collectif
Les Granges	Collectif	Non Collectif

Les plans présentés en pages suivantes présentent :

- Le zonage défini en 2002 : territoire communal et zoom sur le secteur collectif
- Les zones actuellement desservies,
- **La proposition de nouvelles limites de zonage Collectif.**

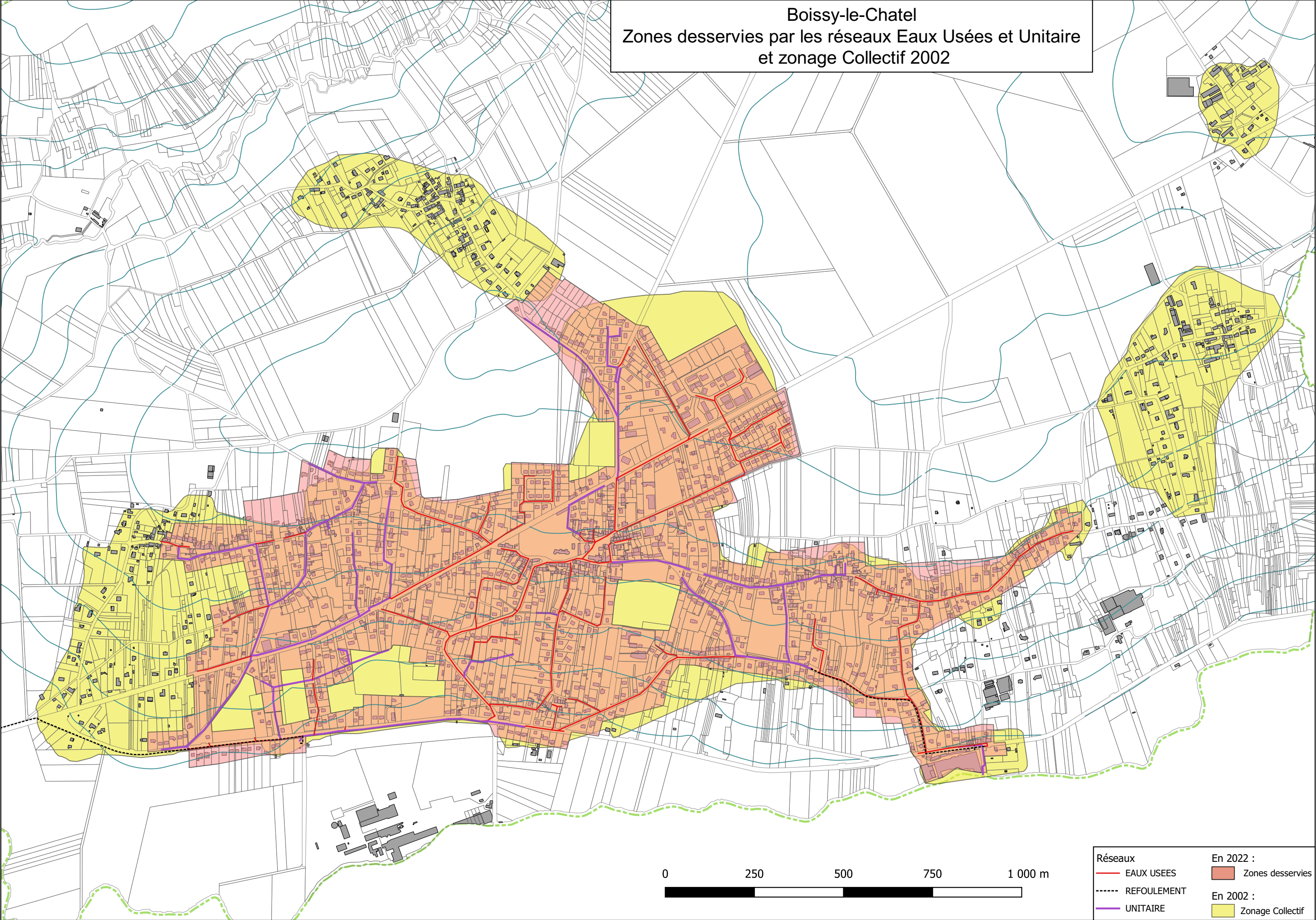


Figure 16 : Zonage Assainissement défini en 2002 – territoire complet





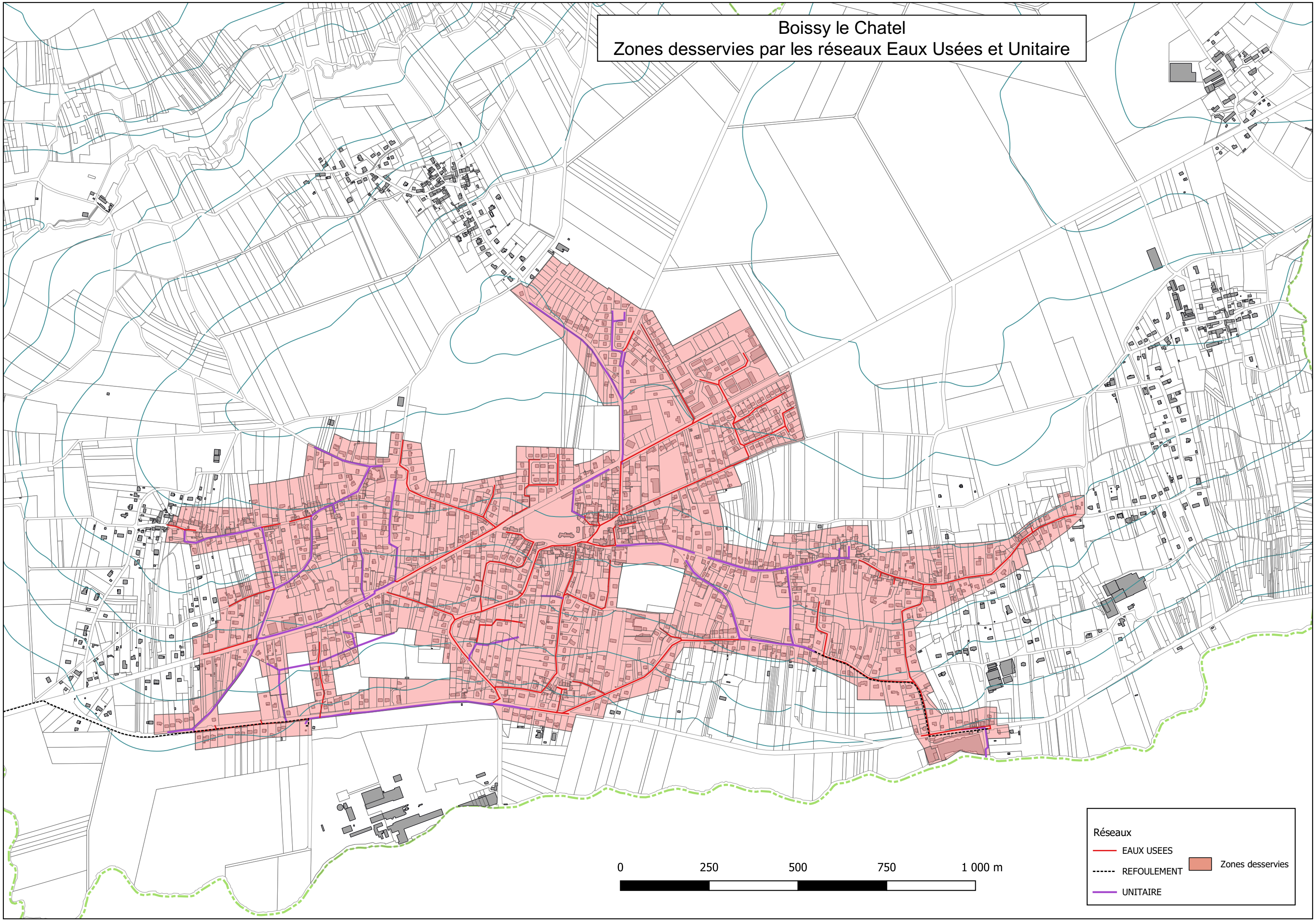
Boissy-le-Chatel  
Zones desservies par les réseaux Eaux Usées et Unitaire  
et zonage Collectif 2002



Réseaux	En 2022 :
— EAUX USEES	— Zones desservies
- - - - - REFOULEMENT	En 2002 :
— UNITAIRE	— Zonage Collectif



Boissy le Chatel  
Zones desservies par les réseaux Eaux Usées et Unitaire



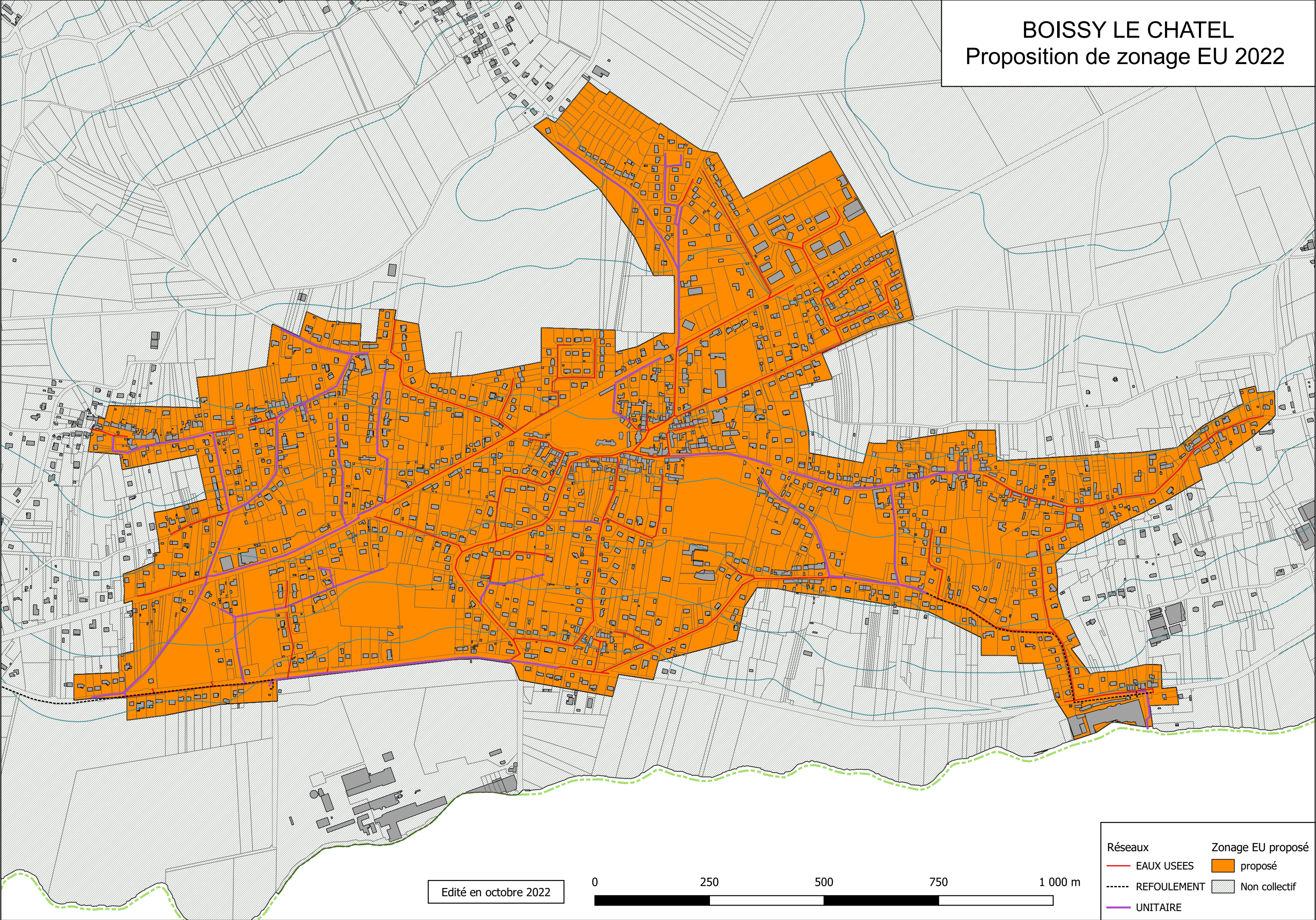
Réseaux

- EAUX USEES
- REFOULEMENT
- UNITAIRE

Zones desservies



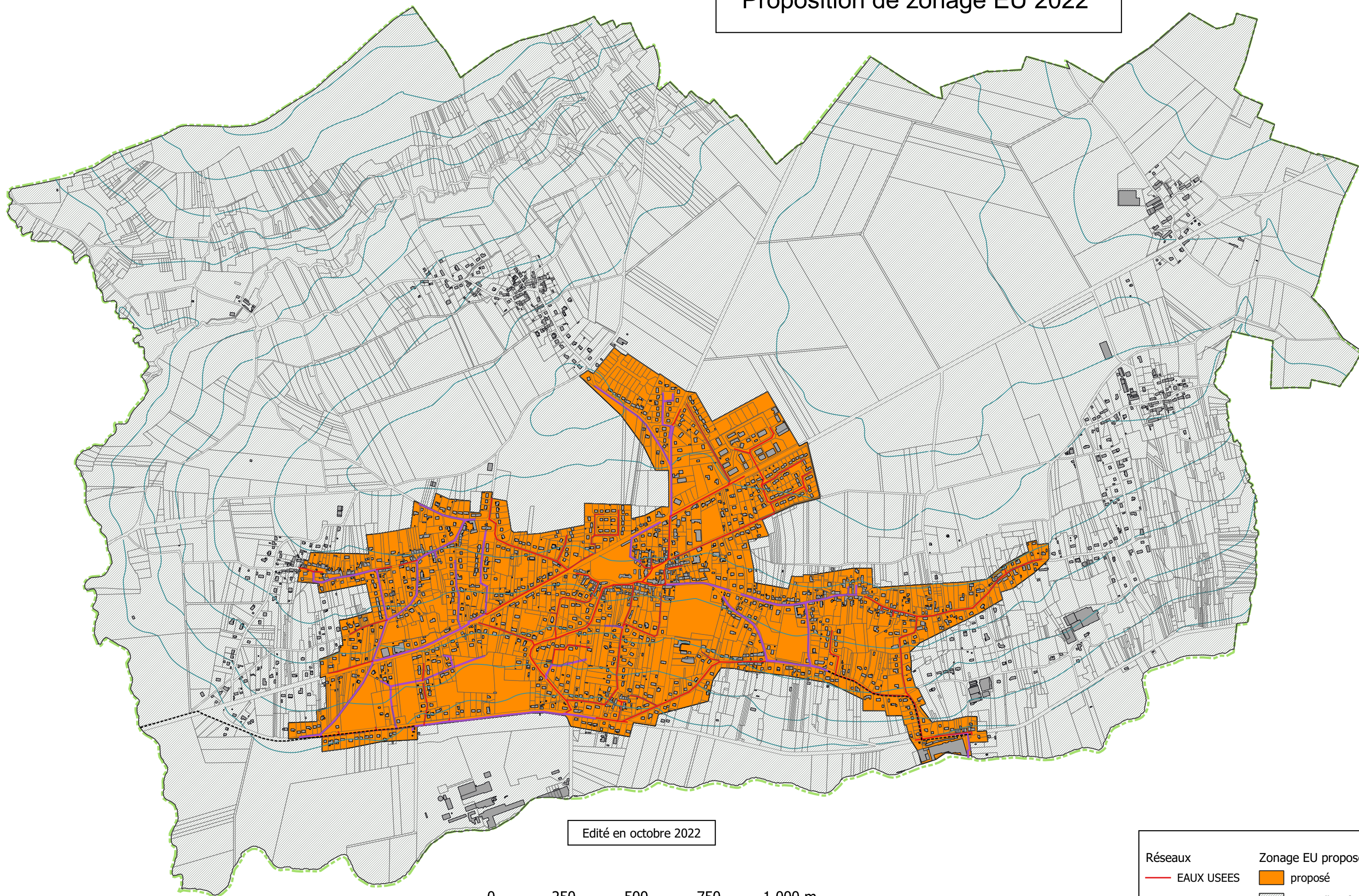
BOISSY LE CHATEL  
Proposition de zonage EU 2022





# BOISSY LE CHATEL

## Proposition de zonage EU 2022



Edité en octobre 2022



Réseaux	Zonage EU proposé
— EAUX USEES	proposé
----- REFOULEMENT	Non collectif
— UNITAIRE	



## ANNEXES

---

## **Annexe 1**

### **Programme de travaux sur le secteur collectif**

**Extrait du rapport de phase 4 du Schéma Directeur d'Assainissement de 2021 :**

Ce programme de travaux, qui s'accompagne d'un programme d'actions, s'articule autour :

- Des travaux prioritaires de suppression des rejets polluants
- Des travaux de restructuration de réseaux,
- Des opérations de réhabilitation visant à réduire les apports d'eaux claires travaux.

**Programme d'actions**

Réf phase 4	Secteur	Voie	Réseau	Préconisations	Désordre	Priorité
3.3	DO6	Rue des Papeteries	EP	Etude de déclaration de rejet	ECP / EP	1
3.2.3	DO1	Rues des Grands Prés / Marais / Champauger	UN	Dispositif de mesure sur le DO1	rejet milieu naturel	1

**Programme de travaux**

Réf phase 4	Secteur	Voie	Réseau	Préconisations	Désordre	Priorité	EP	EU		Total par priorité
								Domaine public	Domaine privé	
3.1.4	Ouest	Rue de Champauger	UN	1 branchement à reprendre et Regard 6 à élargir	ECP	1		3 600 €		316 200 €
3.1.3	Buisson	Rue du Morin	EU	Ouverture regard borgne + fraisage racines	ECP	1		5 500 €		
3.1.3	Buisson	Impasse du Buisson	EU	Recherche regard amont	EU	1		5 000 €		
3.3	DO6	Sente du Gain du Bois	EU	Création de réseau EU	EU	1		91 000 €	1 800 €	
3.3	DO6	Rue des Papeteries et autres secteurs	EU/EP	Mise en conformité des branchements - 34 riverains	EU/EP	1		20 400 €	37 800 €	
3.3	DO6	Rue des Papeteries et autres secteurs	EU/EP	Complément d'enquêtes y compris suivi des travaux	EU/EP	1		14 400 €		
3.2	UN Croix Blanche	Rue de la Croix Blanche	UN	Création d'un DO	EP	1		42 000 €		
3.2	UN De Gaulle	Rue du Château	UN	Création d'un DO	EP	1		15 000 €		
3.2	UN Grange aux Dimes	Rue de la Grange aux Dimes	UN	Création d'un DO	EP	1		58 000 €		
3.2	DO6	Rue des Papeteries	EP	Aménagement de l'exutoire	ECP / EP	1	16 700 €	selon étude		
3.2	DO3/DO4	Rue de la Ferté	EP	Aménagement EP chemin des Petits Prés	EP	1	5 000 €	-		1 109 500 €
3.2	DO3/DO4	Rue de la Ferté	EP	Aménagement EP chemin des Petits Prés	EP	2	23 000 €	-		
3.2	UN Croix Blanche	Rue de la Croix Blanche	UN	Mise en séparatif	EP	2		965 000 €	121 500 €	774 500 €
3.1.4	Ouest	Beaunes	EU (EU)	Remplacement du tronçon en domaine privé (R147-R148 – 58 m)	ECP	3		58 000 €		
3.1.1	Papeteries	Rue de l'Eglise	EU	Remplacement 3 tronçons (86 m)	ECP / structure	3		79 200 €		
3.1.1	Papeteries	Rue du Gain du Bois	EU	Remplacement 3 tronçons (140 m)	ECP / structure	3		113 600 €		
3.2	UN Croix Blanche	Rue de la Croix Blanche	UN	Suppression du DO (fin de travaux)	EP	3		PM		
3.2	UN De Gaulle	Rue du Château / De Gaulle	UN	Mise en séparatif	EP	3		230 000 €	29 700 €	
3.2	UN Grange aux Dimes	Rue de la Grange aux Dimes	UN	Mise en séparatif	EP	3		237 000 €	27 000 €	
3.2	DO5	Totalité bassin	UN	Mise en séparatif y compris création d'un exutoire	EP	4	63 300 €	1 390 000 €	324 000 €	
3.1.4	Ouest	Rue du Corbier	UN	Intervention ponctuelle (2 tronçons)	ECP	4		45 600 €		
3.1.4	Ouest	Avenue du Général de Gaulle	UN	Intervention ponctuelle (5 tronçons)	ECP	4		58 600 €		
3.1.1	Papeteries	Champ Pilard	EU	Interventions ponctuelles (1 tronçon et 2 regards)	ECP	4		39 400 €		2 250 200 €
3.1.1	Papeteries	Rue des Carrières	EU	Remplacement (403 m)	ECP / rupture	4		275 300 €		
3.1.1	Papeteries	Rue du Centre	EU	Intervention ponctuelle R 128	Racines	4		3 000 €		
3.1.1	Papeteries	Rue des Papeteries	EU	Interventions ponctuelles (2 tronçons)	ECP	4		12 900 €		
3.1.1	Papeteries	Sente des Ecoliers	EU	Intervention ponctuelle (1 tronçon)	ECP / structure	4		25 200 €		
3.1.1	Papeteries	Rue de la Vacherie	EU	Intervention ponctuelle sur 3 tronçons	ECP	4		12 900 €		
3.2	UN De Gaulle	Rue du Château	UN	Suppression du DO (fin de travaux)	EP	4		PM		
3.2	UN Grange aux Dimes	Rue de la Grange aux Dimes	UN	Suppression du DO (fin de travaux)	EP	4		PM		
3.1.2	Moulin	Rue de la Courandaine	EU	Remplacement 6 tronçons (310 m) et intervention ponctuelle R 46	ECP	5		364 200 €		
3.1.2	Moulin	Rue du Bois de l'Huillier	EU	Interventions ponctuelles (3 tronçons et 1 regard)	ECP	5		13 700 €		
3.1.4	Ouest	Rue du Morin (ouest)	UN	Remplacement de la canalisation	ECP	5		77 000 €		620 600 €
3.1.4	Ouest	Rue de Champbreton	UN	Interventions ponctuelles (9 tronçons) sur branchement et regards borgnes	ECP	5		138 500 €		
3.1.4	Ouest	Beaunes	EU (UN)	Réhabilitation 1 tronçon (33 m)	ECP	5		27 200 €		
TOTAL		Priorités 1 à 5		108 000 €	4 421 200 €	541 800 €	5 071 000 €			

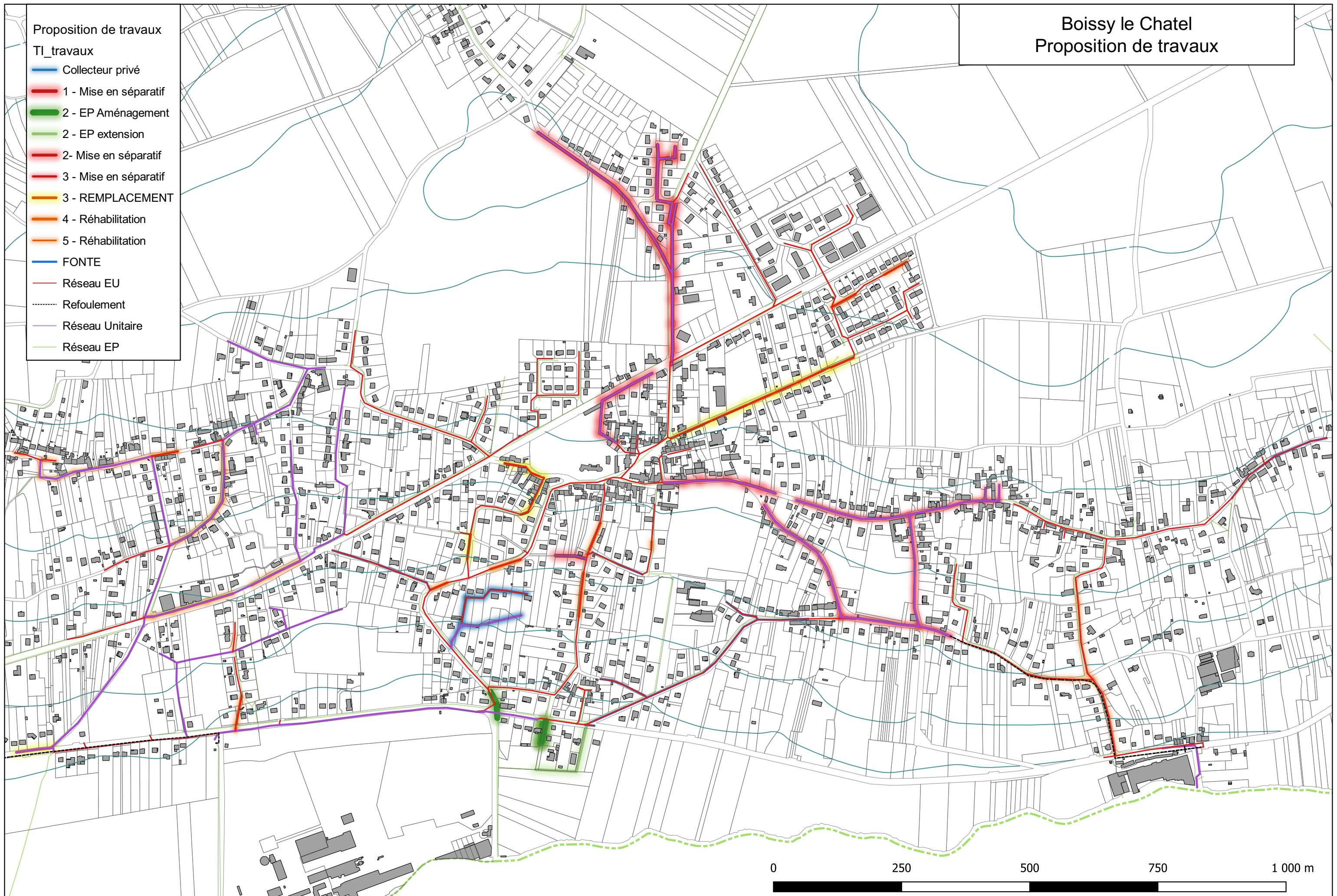


Proposition de travaux

TI\_travaux

- Collecteur privé
- 1 - Mise en séparatif
- 2 - EP Aménagement
- 2 - EP extension
- 2- Mise en séparatif
- 3 - Mise en séparatif
- 3 - REMPLACEMENT
- 4 - Réhabilitation
- 5 - Réhabilitation
- FONTE
- Réseau EU
- Refoulement
- Réseau Unitaire
- Réseau EP

Boissy le Chatel  
Proposition de travaux



## **Annexe 2**

### **Eléments sur l'Assainissement Non Collectif**

#### **Extrait de l'étude de SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT (Safege, 2000-2001)**

# SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

## Etude Safege (2000-2001)

Etude en 2 parties :

- Diagnostic des réseaux d'assainissement en vue d'un programme de travaux
- Etablissement du zonage d'assainissement

### Synthèse du rapport de phase 2 – Schéma directeur d'assainissement (Juin 2000)

#### Etude de sol

L'aptitude des sols a été appréciée à partir de 5 critères principaux :

- La Nature lithologique des différents horizons (argile, limon, sable),
- La Roche mère et sa profondeur (épaisseur de sol pénétrable à la tarière)
- L'hydromorphie (taches d'oxydo-réduction traduisant l'engorgement temporaire ou permanent du sol)
- La pente
- La taille des parcelles

Et la perméabilité a été calculée par la méthode Porchet.

La codification 'Serp' a été employée :

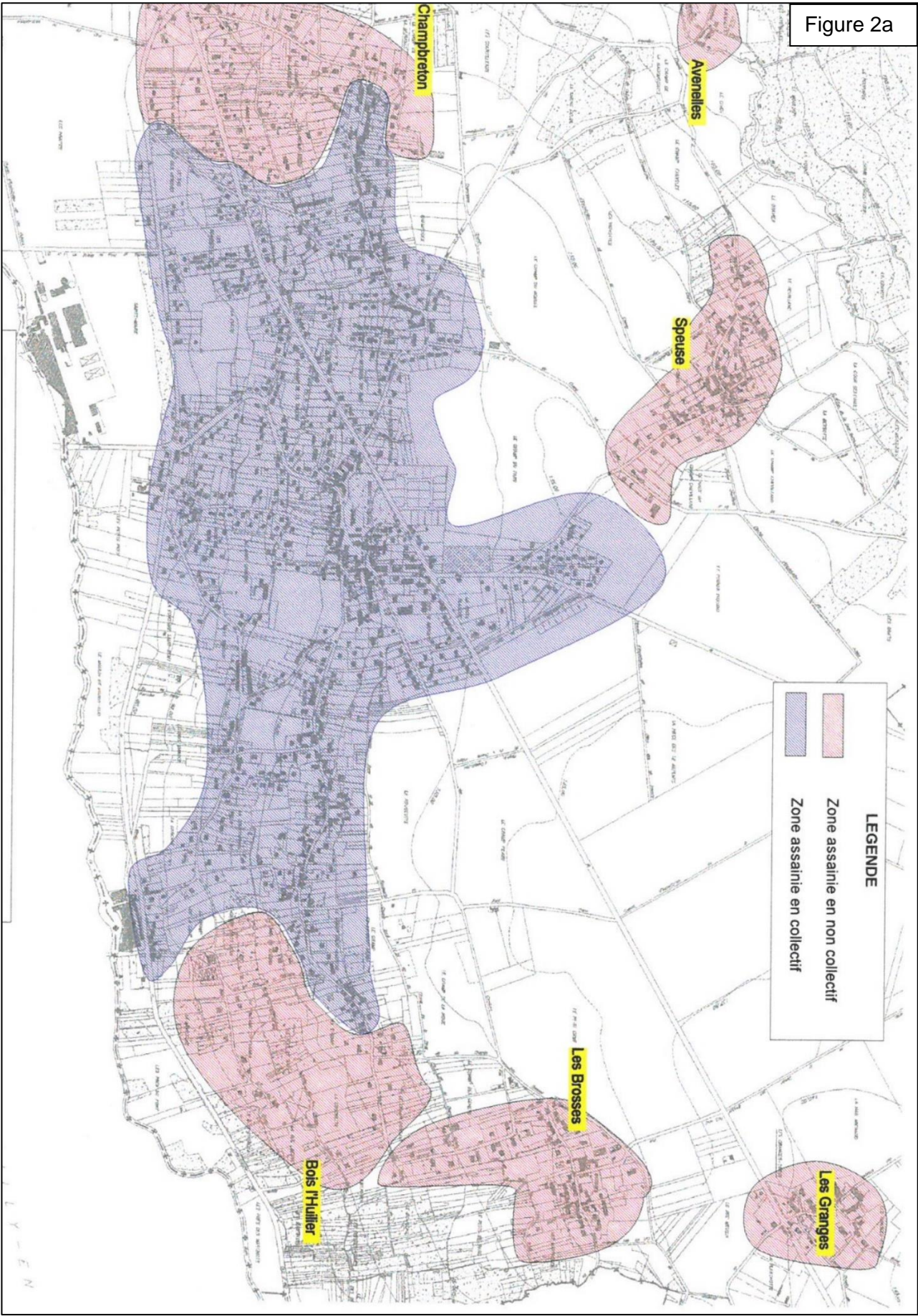
Tableau 3-a : Codification employée pour l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif

	Favorable (+)	Moyen (□)	Défavorable (-)
Sols (s) Perméabilité K (mm/h)	Très perméable : 50 à 500 Moyennement perméable 20 à 50	Perméabilité médiocre : 10 à 20	Très peu perméable : < 10
Eau (e) Profondeur minimale de la nappe (m)	> 1,50	1,50 à 0,80	< 0,80
Roche (r) - Profondeur (m)	> 1,50	1,50 à 0,80	< 0,80
Pente (p) – en %	< 2	2 à 10	> 10
Surface disponible pour l'Assainissement Non Collectif (m²)	> 200	50 à 200 ou surface disponible mitoyenne	< 50

Nota : pour K < 6 mm/h, l'épandage souterrain dans le sol en place est exclu et peut être remplacé par un lit filtrant drainé.

L'extrait de plan page suivante présente les secteurs étudiés







L'étude de sol a été réalisée en deux temps :

- Campagne d'électromagnétisme : reconnaissance de l'homogénéité générale des sols
- Réalisation d'une campagne de sondages et de tests d'infiltration

Secteur	Sondages	Test d'infiltration	Conclusion	Type de filières préconisées
Champbreton <i>ouest du bourg</i>	10	4	Limons bordure plateau mais traces hydromorphie à faible profondeur Versants : limons argileux et argile, traces hydromorphie à faible profondeur	Partie haute : épandage souterrain  Versant : tertres d'infiltration
Bois l'Huilier <i>est du bourg</i>	11	4	Présence d'argile sauf bordure plateau (limons) et traces hydromorphie à faible profondeur sur tout le secteur	Tertres d'infiltration
Les Granges	7	2	Limon des plateaux sauf zone argileuse centre hameau (ancienne mare) Nappe phréatique à faible profondeur	Tertres d'infiltration
Les Brosses	8	4	Sondages : limon moyen, mais présence d'argile limoneuse ou d'argile. Traces hydromorphie à faible profondeur	Tertres d'infiltration
Speuse	7	3	Limons des plateaux, traces d'hydromorphie sauf partie amont du plateau mais perméabilité médiocre	Zone amont : épandage souterrain  Versant : tertres d'infiltration
Avenelles	2	1	Limon alluvionnaire, avec traces d'hydromorphie	Tertres d'infiltration
<b>Total</b>	<b>45</b>			

Les préconisations sont donc

Secteur	Définition
Type 1 (vert)	Aptitude à l'épandage souterrain (tranchées d'infiltration dans le sol en place)
Type 2 (bleu)	Aptitude à l'épandage souterrain dans un sol reconstitué (tranchées sur sol reconstitué, filtre à sable ou tertre d'infiltration)
Type 3 (rouge)	Aptitude à l'épandage par un massif sableux drainé (filtre à sable étanche drainé et rejet en milieu superficiel ou par puits d'infiltration)









Fig. 3-c : Carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif - Ecart des Granges

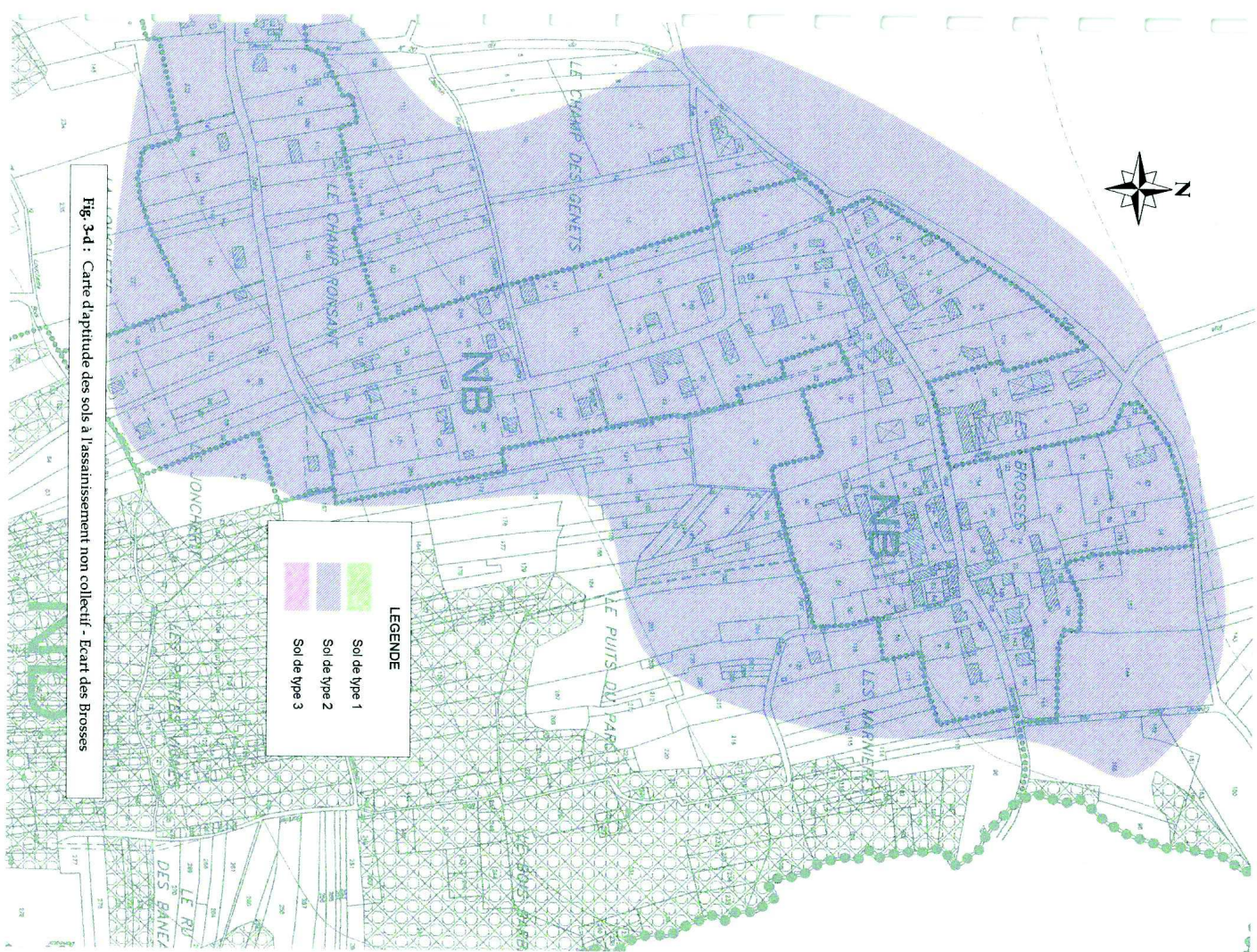


Fig. 3-d : Carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif - Ecart des Broses



AVIER

LE BOUILLAND

LE CHAMP CHEVILLARD

LEGENDE




	Sol de type 1
	Sol de type 2
	Sol de type 3

Fig. 3e : Carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif - Ecart de Speuse

